

**Journal d'Afrique Centrale - R.D.C.
du 16 au 31 Juin 2014
n°246**



Chronique réalisée par Luc de l'Arbre

Lundi 16 juin.

RDC-Rwanda : calme précaire à la frontière, selon les retournés. Après les affrontements discontinus de mercredi et jeudi derniers entre les éléments des Forces armées de la RDC et l'armée rwandaise, les habitants de plusieurs localités du groupement Buhumba en RDC à la frontière avec le Rwanda commencent à rentrer timidement chez eux. La plupart des personnes déplacées vers le groupement voisin de Kibumba affirment que la situation sécuritaire à la frontière avec le Rwanda reste précaire.

Les conflits armés au Nord-Kivu empêchent de nombreux enfants d'aller à l'école. L'éducation est au centre de la journée de l'enfant africain lundi 16 juin avec ce thème national: « une éducation de qualité, gratuite, obligatoire et adaptée pour tous les enfants en RDC ». La ministre de l'éducation du Nord-Kivu, Adèle Bazizane a rappelé que de nombreux enfants ne vont pas à l'école surtout à cause des conflits armés récurrents. Le président du parlement d'enfants local, Michael Mandeko a plaidé pour la fin du phénomène « enfants soldats ».

L'explosion d'une grenade fait deux morts à Uvira. L'explosion d'une grenade a fait deux morts et quatre blessés le dimanche 15 juin au quartier Kasenga dans la cité d'Uvira au Sud-Kivu. La police, l'armée et les services de sécurité disent mener des enquêtes pour retrouver les personnes qui ont jeté la grenade.

Kasaï-Oriental: journée sans moto à Mbuji-Mayi. La circulation a été perturbée ce lundi 16 juin matin dans certains coins de la ville de Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental. Des pneus sont brûlés sur certaines artères. La tension est perceptible dans la ville. Elle est consécutive à la mesure des autorités provinciales qui oblige désormais les motocyclistes et leurs passagers de porter des casques. Quelques taxi-motards qui se sont conformés à cette mesure ont été agressés par des inconnus qui leur lançaient parfois des pierres.

Boma : arrestation de dix présumés auteurs d'une attaque d'Afriland Bank. Dix bandits armés ont été arrêtés dimanche 15 juin dans la ville de Boma (Bas-Congo). Selon la Police, ils font partie d'une bande de vingt personnes qui ont tenté de cambrioler la banque Afriland dans le centre-ville vers deux heures du matin. Surpris par les forces de l'ordre alors qu'ils tentaient de détruire le coffre-fort, ils n'ont pas pu emporter de l'argent. Le reste du groupe s'est enfui. La police alertée par les voisins a arrêté les présumés bandits après un échange de tirs de deux heures. Les malfrats ont causé des dégâts matériels importants à Afriland Bank. (Radio Okapi)

Equateur : Richard Muyej annonce la réouverture des travaux de l'assemblée provinciale. Les travaux de l'assemblée provinciale de l'Equateur seront rouverts « dans les prochains jours ». Le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, l'a annoncé lundi 16 juin lors de la réunion organisée au Palais du peuple par le président de l'Assemblée nationale, à la quelle il a pris part. Les députés nationaux originaires de l'Equateur et les députés provinciaux de cette province étaient également présents à cette rencontre.

Equateur : 80 % d'enfants victimes de punitions corporelles au Sud-Ubangi, selon une ONG locale. Environ 80 % d'enfants sont victimes de punitions corporelles au Sud-Ubangi (Equateur), selon l'ONG Planète junior, amis de la paix. Ces chiffres ont été recueillis lors de l'enquête menée par cette ONG en avril dernier et publiés à l'occasion de la journée de l'enfant africain, lundi 16 juin. Le coordonnateur provincial de cette ONG, Bravo Belete Mungu, a appelé les membres des villages d'enfants installés dans chaque quartier de Gemena à ne pas torturer les enfants. Les parents, eux, évoquent des raisons de discipline.

Kolwezi : les agents de la Gécamines réclament 3 mois de salaire. Les agents de la Gécamines à Kolwezi (Katanga) ont déclenché un mouvement de grève lundi 16 juin. Ils réclament le paiement de trois mois d'arriérés de salaire. La Gécamines affirme qu'il s'agit d'un arrêt de travail de quelques heures observé par deux services seulement. Les discussions ont débuté entre la délégation syndicale et les autorités de la Gécamines. Respectant le mot d'ordre lancé depuis la semaine dernière, les agents de la Gécamines de Kolwezi ont manifesté et barricadé l'entrée des bureaux de la Gécamines, avant de débiter la grève. « Aujourd'hui nous sommes très fâchés. Nous sommes en grève. Nous sommes impayés. Nous attendons la paie du mois de Mars alors que nous sommes au mois de Juin. On ne veut même pas que nos partenaires accèdent à leurs installations. Qu'on nous paie tous les trois mois et on travaille demain, sinon nous poursuivons la grève », a déclaré un des agents en pleine manifestation. Certains agents reprochent aussi au comité de gestion de multiplier les conseils d'administration, des réunions où chaque participant toucherait une prime de 3 000 \$ US. (Radio Okapi)

Ceni : peu d'engouement pour l'accréditation des observateurs électoraux. Six jours après son lancement, l'opération d'accréditation des observateurs électoraux ne connaît pas encore d'engouement. Les bureaux de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) installés dans les locaux du Complexe scolaire Mgr Shaumba ne reçoivent pas de monde. Depuis le matin jusque vers 14 heures locales, aucun observateur n'est venu s'accréditer, a constaté Radio Okapi lundi 16 juin. Les agents de la Ceni trouvés sur place ont indiqué que certains observateurs ont déjà reçu leurs cartes d'accréditation. Ils n'ont pas avancé de chiffre, mais ils ont expliqué la procédure d'accréditation. L'enregistrement des observateurs nationaux comprend la société civile et les indépendants. D'après la procédure, chaque organisation intéressée doit fournir à la Ceni ses statuts ou l'acte d'agrément. Ce document doit être accompagné d'une lettre de désignation des candidats observateurs.

Journée de l'enfant africain : des ONG réclament la hausse du budget de l'enseignement. Des ONG nationales et internationales, ainsi que des représentants des élèves exigent l'augmentation du budget alloué à l'éducation et la gratuité de l'école primaire dans toutes les provinces. Ils l'ont fait savoir lundi 16 juin dans un mémorandum remis au ministère du Genre, Famille et Enfant, à l'occasion de la célébration de la journée de l'enfant africain. La ministre du Genre, Géneviève Inagozi, qui a réceptionné ce mémorandum a promis de le remettre au Premier ministre. Elle a, par la même occasion, lancé la quinzaine des droits de l'enfant, placée sous le thème : « une éducation de qualité gratuite et adaptée pour tous les enfants en Afrique ». Au cours de cette quinzaine, plusieurs actions seront menées notamment le plaidoyer pour la poursuite de la prise des mesures visant la protection générale de l'enfant, l'éducation universelle, la sensibilisation des communautés contre les attaques des écoles et hôpitaux dans les zones en conflits, la sensibilisation sur la nécessité pour les enfants sortis des groupes armés de bénéficier d'une réinsertion familiale et scolaire, la sensibilisation de la communauté contre toutes formes des violations des droits de l'enfants. (Radio Okapi)

RDC: "dédollarisation", le mauvais exemple des officiels. La dédollarisation de l'économie congolaise, voulue officiellement par le Gouvernement, aura beaucoup de peine à se concrétiser. Officiellement, toutes les dépenses courantes devraient désormais se faire en franc congolais. Alors que l'entrée en application de cette mesure est prévue pour fin septembre, les officiels congolais ne donnent pas le bon exemple. Ils utilisent encore le dollar pour la moindre transaction. Les cas des manifestations dans lesquelles les officiels congolais préfèrent déboursier le dollar américain à la place du franc congolais sont légion. Les défis paraissent encore énormes quant à la dédollarisation de l'économie congolaise du fait que 85% des dépôts dans les banques sont effectués en dollar et que le loyer et même les frais académiques et scolaires continuent d'être exigés dans cette devise. La nouvelle mesure instituant le franc congolais comme monnaie de référence pour le paiement de tous les frais des soins médicaux, de consommation de l'électricité, de l'eau, ainsi que du loyer à usage résidentiel s'annonce déjà dure à appliquer. (Radio Okapi)

Mardi 17 juin.

Katanga : 12 000 enfants travaillent dans les sites miniers, selon l'ONG Refed. Douze mille enfants travaillent dans quarante-trois sites miniers du Katanga, a dénoncé lundi 16 juin le consortium Refed mining artisanal, lors de la célébration de la journée de l'enfant africain. La présidente de cette ONG, Bernadette Kapend appelle à la mobilisation de toutes les couches de la population katangaise pour mettre fin à l'exploitation des enfants dans les sites miniers.

Uvira : hommage aux enfants tués lors du massacre de Mutarule. La journée de l'enfant africain a été célébrée lundi 16 juin à Uvira, dans la province du Sud-Kivu, en mémoire des enfants tués au cours du massacre de Mutarule. Selon les autorités locales, cette tuerie perpétrée vendredi 6 juin dernier a fait 37 morts dont 8 enfants. Des enfants ainsi que des membres d'ONG de protection de l'enfant ont pris part à la cérémonie organisée à Uvira pour leur rendre hommage. Une minute de silence a été observée en leur mémoire.

Près de 4 800 déplacés de Mutarule vivent dans le dénuement à Sange. Environ 4 800 déplacés de Mutarule vivent, depuis plus d'une semaine, sans assistance dans la cité de Sangé, en territoire d'Uvira (Sud-Kivu). L'ONG Nouvelle dynamique de la société civile en RDC a déploré cette situation, dimanche 15 juin, au terme d'un échange avec les leaders locaux de Mutarule, qui vivent à Sangé depuis le massacre vendredi 6 juin d'une trentaine de villageois de cette localité.

Bas-Congo: 700 000 enfants seront vaccinés contre la poliomyélite, la rougeole et fièvre jaune. Environ 700 000 enfants seront vaccinés, du 24 au 29 juin, contre la poliomyélite, la rougeole, la fièvre jaune et autres maladies dans les 31 zones de santé du Bas-Congo. Le ministère provincial de la Santé du Bas-Congo a invité lundi 16 juin les parents à amener leurs enfants aux journées de santé au cours desquelles ces vaccinations auront lieu.

RDC: deux militaires tués dans les combats avec les Maï-Maï Yakutumba à Fizi. Depuis deux jours, l'armée régulière a repris le contrôle de plusieurs localités le long du lac Tanganyika, dont celle de Yungu dans le territoire de Fizi au Sud-Kivu. Cette localité, située à une centaine de kilomètres au sud de la cité de Baraka, était occupée depuis jeudi dernier par les miliciens des forces de la coalition nationale pour la défense du Congo dirigés par Yakutumba. Le bilan provisoire des combats fait état de deux militaires tués, a indiqué mardi 17 juin le commandement des FARDC du 105e secteur opérationnel à Fizi.

Kasaï-Oriental: détournements des fonds publics à Kabinda. L'Assemblée provinciale du Kasaï-Oriental demande des poursuites judiciaires contre tout responsable du district de Kabinda, impliqué dans le détournement des fonds de rétrocession pour l'exercice 2013-2014. Les élus du Kasaï-Oriental ont levé cette option lundi 16 juin au cours de leur plénière axée sur l'examen des rapports des commissions des contrôles parlementaires menés dans la province.

Gécamines: les grévistes perturbent la circulation sur la route Kolwezi-Dilolo. Les grévistes de la Générale des carrières et des mines (Gécamines) ont perturbé, mardi 17 juin dans la matinée, la circulation sur la Nationale n°39, reliant la ville de Kolwezi à celle de Dilolo (Katanga) pour réclamer trois mois de salaire. Accompagnés de leurs dépendants, ces travailleurs en colère ont placé de pneus, des pierres, des morceaux de fers sur cette route, où aucun véhicule ne pouvait passer. Ils ont fini par être dispersés quelques heures après par la police nationale.

Sud-Kivu: plus de 400 ménages de déplacés vivent difficilement à Luvungi. Plus de 400 ménages de déplacés vivent, depuis une semaine, dans une situation difficile, à Luvungi, localité située à plus de 20 km au Nord de la cité de Sange au Sud-Kivu. Ces habitants sont venus des localités de Mutarule, Luberizi et Bwegera, à une soixantaine de kilomètres au sud de Bukavu, où des hommes armés commettent de diverses exactions.

RDC : Etienne Tshisekedi se porte bien, assure l'UDPS. Le président de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Etienne Tshisekedi, se porte bien. Son directeur de cabinet, Abbé Théodore Tshilumba, l'a affirmé lundi 17 juin au cours d'un entretien avec Radio Okapi. Concernant des allégations sur son transfert à l'hôpital général de référence de Monkole, Bruno Mavungu rassure : « Le président se trouve chez lui [à Limete] ». Selon RFI, Etienne Tshisekedi serait hospitalisé depuis le 20 mai dernier suite à un accident vasculaire cérébral. Une maladie qui le priverait, pour l'instant, de l'usage de ses jambes. Pour Bruno Mavungu, ceux qui propagent ces informations cherchent tout simplement à « nuire » à l'UDPS. Il affirme que lui-même voit régulièrement Etienne Tshisekedi, « chaque fois que cela s'avère nécessaire ».

Succession d'Etienne Tshisekedi. S'agissant de la succession à la tête de son parti en cas d'empêchement avéré, le secrétaire général de l'UDPS indique qu'il n'y a pas vacance à la présidence de son parti. « Etienne Tshisekedi est bel et bien là. Il est le président de l'UDPS ». Le secrétaire général de l'UDPS indique toutefois que le statut de son parti « n'est pas muet à ce sujet ». « Nous savons qu'il peut arriver que quelqu'un soit indisponible. Le statut prévoit que le président de la convention démocratique, le président de la commission permanente de la commission électorale et le secrétaire général dirigent de la manière collégiale la transition jusqu'aux élections », a précisé Bruno Mavungu. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : les déplacés de Misisi plaident pour une assistance médicale. Plus de deux mille ménages des déplacés de Misisi, une localité située à 300 m de Bukavu (Sud-Kivu) demandent au gouvernement ainsi qu'aux ONG locales de leur apporter une assistance médicale. Leur présidente, Mayani Eliza, a affirmé lundi 17 juin que ces personnes ne bénéficient pas de soins médicaux ni d'eau potable. Ils n'ont ni habits ni nourriture suffisante.

Nord-Kivu: la Monusco préoccupée par les exactions des FDLR/Foca sur les civils. La Mission des Nations unies en RDC (Monusco) se dit préoccupée par les violations des droits de l'homme commises par les rebelles hutus rwandais des FDLR/Foca sur les populations civiles dans certaines parties des territoires de

Walikale, Lubero et Rutshuru au Nord-Kivu. Le chef de bureau de la mission onusienne, Ray Virigilio, qui l'a affirmé lundi 17 juin, a appelé ces rebelles hutus rwandais à mettre fin à ces exactions.

Ituri: des hommes armés ont attaqué 37 écoles au Sud d'Irumu. Trente-sept écoles ont été attaquées par des hommes armés entre octobre 2013 et janvier 2014 dans le Sud du territoire d'Irumu (Province Orientale). C'est ce qu'a révélé lundi 16 juin à Bunia par le coordonnateur du club d'écoute pour enfants de l'Ituri. Les clubs d'écoute sont des regroupements d'élèves mis en place par l'Unicef pour discuter de leurs problèmes et les soumettre aux autorités. Au cours d'une cérémonie organisée à l'occasion de la journée de l'enfant africain à Bunia, le coordonnateur du club d'écoute de l'Ituri, Nathan Mugisha, a expliqué que certaines écoles ont été pillées dans le Sud d'Irumu. D'autres ont été des cibles des tirs d'obus. Nathan Mugisha a invité les autorités à intervenir, expliquant que plusieurs élèves n'ont plus accès à leurs écoles. (Radio Okapi)

Mercredi 18 juin.

RDC : une commission parlementaire de pacification se rendra à Mutarule. Une commission parlementaire de pacification se rendra à Mutarule, localité de la plaine de la Ruzizi (Sud-Kivu) où trente-six personnes ont été tuées et vingt-quatre blessées vendredi 6 juin dernier. Cette commission a été instituée mardi 17 juin à l'issue de la rencontre qui a réuni le même jour le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku, et les députés originaires du Sud-Kivu. Les auteurs et le mobile de cette tuerie sont encore inconnus.

Gemena: des femmes dorment sur des nattes avec leurs bébés à l'hôpital général, selon la Lizadeel. LONG Lizadeel mène depuis lundi une campagne de sensibilisation pour l'amélioration de la qualité des soins administrés aux enfants admis à l'hôpital général de référence de Gemena, 395 km au de Mbandaka (Equateur). Selon la Ligue de la Zone Afrique pour la défense des droits des enfants, étudiants et élèves (Lizadeel), certaines femmes qui accouchent dans cet hôpital dorment avec leurs bébés sur des nattes étalées au sol.

RDC: les taxes et la chute des cours mondiaux baissent la production du café. La RDC a enregistré une chute d'environ 80 % de sa production de café depuis 1980. Ce chiffre a été révélé au cours du forum qui s'est tenu pendant deux jours à Goma sur la production du café en RDC. Au cours de ce forum, les ministres provinciaux de l'Agriculture du Nord-Kivu, du Sud-Kivu et de la Province Orientale, des représentants de l'Office national du café ainsi que ceux des ONG Eastern Congo Initiative et Elan ont discuté des problèmes que connaît cette production, évoquant notamment les taxes excessives imposées à l'exportation du café, les maladies qui ont ravagé les plantations de café ainsi que la chute des cours mondiaux.

Bandundu: 20 morts dans un accident sur la nationale n°1. Un accident de circulation survenu mardi 17 juin à Munikenge (Bandundu) sur la nationale n°1 a fait vingt morts et cinq blessés. La police de circulation routière estime que le camion surchargé en briques à daube ainsi que le mauvais état de la route sont à la base de cet accident. Les blessés ont été admis à l'hôpital général de Kenge. Mais l'hôpital dont la morgue n'est plus opérationnelle depuis deux mois, ne pourra pas garder les corps, a fait savoir son médecin directeur.

L'Asadho ne veut plus de morts liés aux élections. L'ONG Association africaine des droits de l'homme (Asadho) dénonce «le climat d'intolérance et de témérité» qui gangrène le processus électoral en cours. Cette structure a livré sa position dans une lettre ouverte adressée, mardi 17 juin, au président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Apollinaire Malumalu. «Les Congolais morts à cause des élections mal organisées sont déjà très nombreux, nous n'en voulons pas d'autres pour les élections de 2013 à 2016», affirme l'Asadho dans sa lettre ouverte. Dans cette lettre intitulée: «Plus de morts liés aux élections», l'Asadho promet de tenir Apollinaire Malumalu pour responsable de toute dérive qui pourrait résulter du processus électoral en cours. Son président a indiqué que les Congolais morts à la suite des élections mal organisées sont déjà nombreux et il n'en veut pas d'autre pour les élections à venir. «Si la Ceni ne fait pas preuve d'indépendance vis-à-vis du pouvoir de Joseph Kabila, l'Abbé Malu-Malu sera tenu comptable de la mort de tout congolais qui perdra la vie dans le cadre des contestations liées aux élections», a averti le président de l'Asadho, Jean-Claude Katende. Il estime que le président de la Ceni devrait, depuis longtemps, démissionner au regard des contestations que sa désignation à la tête de la Ceni a suscité: «En votre qualité de prêtre et pour des raisons d'éthique, vous auriez dû vous retirer, car n'ayant pas la confiance de toutes les parties prenantes au processus électoral». Pour l'Asadho, les contestations qui se poursuivent contre la présence d'Apollinaire Malumalu à la tête de la Ceni ne sont pas de nature à créer et à renforcer la confiance dont il a besoin pour organiser des élections différentes de celles de novembre 2011. Cette structure déplore par ailleurs que la Ceni a publié un calendrier électoral qui ne soit pas le fruit d'un consensus entre les parties prenantes aux élections à venir. (Radio Okapi)

Isangi: lancement d'une étude pour freiner l'exploitation artisanale illégale du bois. L'ONG Tropen Boss International a lancé mardi 17 juin à Isangi en Province Orientale une étude sur l'exploitation artisanale

et le commerce légal du bois. Cette étude, appuyée par l'Union européenne et le Fond des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), concerne l'administration forestière, les services taxateurs, la société civile et les exploitants du bois. Elle devrait permettre d'identifier les exploitants artisanaux de bois, leur impact social et les différentes redevances auxquelles ils sont soumis. Le circuit de commercialisation du bois fera également l'objet de cette étude. Selon les délégués de l'ONG à Isangi, l'étude va permettre aux autorités et à la société civile de mener les actions efficaces contre l'exploitation artisanale illégale du bois. Les responsables de la société civile d'Isangi affirment que les enquêtes menées dans le cadre de cette étude vont aider à découvrir d'autres formes d'exploitation de bois développés dans les zones rurales. Ils citent notamment la fabrication de pirogues. Une activité qui serait, selon eux, à la base de la disparition de certaines espèces de bois. Pour l'administrateur du territoire d'Isangi, ce travail va aider l'administration publique à bien gérer l'exploitation du bois. (Radio Okapi)

Province Orientale: des centaines d'orpailleurs désertent deux carrières minières à Banalia. Des centaines d'orpailleurs et de commerçants quittent les carrières minières de Mangi et de Panga à Banalia (Province Orientale) depuis le début du mois de juin. Ils affirment être victimes de tracasserie militaire. D'après eux, quatre militaires ont érigé des barrières illégales dans ces sites où ils extorquent et rançonnent la population. Le commandant de la 9^e région militaire, le général major Jean-Claude Kifwa, lui, ne reconnaît pas la présence de ces militaires dans ces carrières.

Nord-Kivu : des hommes armés incendient 9 maisons à Buramba. Au moins neuf maisons ont été incendiées et plusieurs autres cambriolées dans la nuit de lundi à mardi 17 juin dans trois villages de la localité de Buramba, à environ 40 kilomètres au Nord-Est du chef lieu du territoire de Rutshuru (Nord-Kivu). La société civile du groupement Binza qui a livré cette information mercredi 18 juin se dit préoccupée de cette quatrième incursion des bandits armés dans les villages situés sur cet axe en une semaine.

Gécamines: les agents vont toucher une partie de leur salaire, assure l'Intersyndicale. Les agents de la Générale des carrières et des mines (Gécamines) sont en grève depuis lundi 16 juin, à Kolwezi, à 300 km de Lubumbashi, chef-lieu du Katanga. Le président intérimaire de leur intersyndicale, Meschak Kasongo Mabwisha, a assuré mercredi 18 juin dans la matinée que «les agents vont bientôt toucher une partie de leur salaire», à l'issue des discussions avec leur employeur.

Kinshasa: la nouvelle aérogare de l'aéroport de N'djili sera inaugurée en octobre prochain. La nouvelle aérogare de l'aéroport de N'djili sera opérationnelle en octobre prochain. Le ministre des Transports et Voies de communication, Justin Kalumba Mwana Ngongo, l'a affirmé mercredi 18 juin, lors de la visite d'inspection de ces travaux avec le Premier ministre Matata Ponyo. La construction de cette aérogare est financée sur fonds propres du gouvernement (21 millions de dollars) et exécutée par la firme française Alpha Airport.

Marcellin Chisambo : « Il faut maintenant parler de paix et de développement au Sud-Kivu ». « Il faut maintenant qu'on parle de paix et de développement [dans la province] que de parler tout le temps de la guerre et des femmes violées », a déclaré mercredi 18 juin le gouverneur du Sud-Kivu, Marcellin Chisambo. Il l'a affirmé au cours d'une rencontre organisée avec les députés nationaux et le président de l'Assemblée nationale, Aubin Minaku. La discussion a essentiellement tourné autour de la situation sécuritaire dans la province.

Equateur: des engins explosifs découverts au Nord-Ubangi. Des engins explosifs non explosés ont été découverts à différents endroits du Nord-Ubangi. La population a déjà rapporté à l'ONG Humanitas qu'elle a découvert quatre cas de grenades, bombes et mortiers depuis le début de la campagne de sensibilisation sur ces engins, menée dans les écoles par cette ONG depuis plus d'une semaine. Elle regrette que ces engins non explosés ne puissent pas être détruits faute de d'organisations spécialisées dans ce domaine. Le technicien enquêteur de l'ONG Humanitas, Timothée Kombombo a expliqué que cette organisation repère les lieux, puis fait un rapport aux autorités politiques et administratives à Kinshasa. (Radio Okapi)

Jeudi 19 juin.

RDC : la Grande Bretagne plaide pour un calendrier électoral « complet ». La Grande Bretagne plaide pour l'élaboration d'un calendrier électoral complet en République démocratique du Congo, incluant la présidentielle en 2016. L'ambassadrice Diane Corner a donné la position de son pays, mercredi 18 juin à Kinshasa, lors de la célébration de l'anniversaire de naissance de la reine Elisabeth.

Katanga: CMSK dément la mort de 3 personnes qu'auraient tuées ses gardes. La Compagnie minière du Sud du Katanga (CMSK) dément les allégations des creuseurs clandestins, accusant les policiers qui sécurisent sa concession de Kawama d'avoir tué trois villageois le samedi 24 juin dernier. Ces creuseurs

accusent ces gardes d'avoir tiré des coups de feu pour tenter de les disperser pendant leur incursion dans la mine.

Les 250 minibus à accorder à crédit sont déjà à Kinshasa. Les deux cent cinquante minibus Hyundai commandés par le gouvernement congolais pour être octroyés à crédit aux privés affichent complet. Le lot de 82 bus restant est arrivé mercredi 18 juin à Kinshasa. Ils seront remis dans les à l'Association des propriétaires des véhicules affectés au transport en commun au Congo (APVECO) chargée de les distribuer à ses membres.

Mbandaka : 120 enfants drépanocytaires rejetés par leurs familles. Cent vingt enfants drépanocytaires qui ont été rejetés par leurs familles parce qu'ils souffrent de cette maladie ont été recueillis par l'Association chrétienne de soutien aux drépanocytaires à Mbandaka (Equateur). Le coordonnateur provincial de cette ONG, Gilbert Gbelingo a expliqué que ces familles pensent que cette maladie a des origines mystiques. Il a saisi l'occasion de la célébration de la journée mondiale des drépanocytaires, jeudi 19 juin, pour lancer un appel à soutenir son organisation.

Pourquoi les Kinois ne mangent pas local. Certains habitants de la ville de Kinshasa rechignent de plus en plus à consommer des aliments surgelés importés dont la qualité est contestée. Certains spécialistes affirment que leur consommation régulière pose des problèmes de santé. Dans les marchés de la capitale congolaise, les aliments locaux sont de plus en plus prisés mais leur coût semble décourager certains consommateurs.

Pollution: deux entreprises indemnisent des cultivateurs au Katanga. Près de 248 cultivateurs de Kapolowe Gare ont reçu chacun l'équivalent de 500 dollars américains, mercredi 18 juin, au titre d'indemnisation pour la pollution qui a détruit leurs cultures dans le territoire de Kambove, province du Katanga. Depuis deux ans, ces cultivateurs réclamaient réparation aux entreprises chinoises Comilu et Cimco accusés d'avoir déversé des déchets toxiques dans trois rivières. Les indemnisés sont les cultivateurs et autres fermiers ayant perdu toutes leurs cultures et leur bétail au mois d'octobre 2012. Selon les sources locales, ils avaient été victimes de la pollution des trois rivières (Kalunika, Kasenshi et Kalumbubashi) par les rejets toxiques que les entreprises chinoises Comilu et Cimco y déversaient. Les fermiers utilisaient l'eau de ces rivières pour arroser leurs cultures et abreuver leur bétail. (Radio Okapi)

Des expulsés de Brazzaville réclament toujours de rentrer dans leurs milieux d'origine. Transférés depuis plus d'un mois dans le site de transit de Maluku, dans la périphérie Ouest de Kinshasa, plus de 3000 expulsés de Brazzaville désirent rentrer dans leurs milieux d'origine en RDC. Depuis la dernière vague de vingt six ressortissants du Bandundu qui avaient quitté le site, il y a trois semaines, plus aucun mouvement de départ n'est signalé. Sur place, les personnes hébergées restent vulnérables malgré l'effort des autorités qui leur ont octroyé un site assaini.

Dungu: les Etats-Unis appuient la traque des LRA, assure leur ambassadeur. L'ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en RDC, James Swan, a assuré les habitants de Dungu en Province Orientale du soutien de son pays dans la traque des rebelles ougandais de l'Armée de résistance du Seigneur (LRA). Il s'est adressé mercredi 18 juin à la population de ce territoire où il a passé vingt quatre heures. Le diplomate a expliqué que des militaires américains travaillent avec leurs homologues congolais pour traquer ces rebelles ougandais qui insécurisent plusieurs localités de cette partie de la RDC.

Kinshasa : des braquages récurrents inquiètent la population de Bandalungwa. Des cas de braquages deviennent de plus en plus récurrents dans la commune de Bandalungwa, une municipalité de Kinshasa où les activités diurnes et nocturnes sont denses. Trois cas de cambriolage sont recensés en moins d'un mois. Dans tous les cas, des témoins rapportent que quatre hommes armés de fusil de guerre mais en tenue civile tuent, ravissent de l'argent, des bijoux, téléphones portables et autres biens de valeur et se retirent paisiblement.

Kinshasa : appel au don bénévole de sang pour sauver les drépanocytaires. La population kinoise est appelée à offrir gratuitement leur sang et à se faire dépister pour sauver des vies, notamment des drépanocytaires ou anémiques. L'ONG « Rezo Drépano » a lancé cet appel jeudi 19 juin à Kinshasa, lors de la célébration de la journée mondiale de lutte contre cette maladie.

Sud-Kivu: 34 cas de choléra en une semaine à Ruzizi. La zone de santé de Ruzizi a enregistré trente-quatre cas de choléra en une semaine, dont un décès. Selon l'infirmier superviseur chargé des soins curatifs de cette zone de santé, David Kalekano, tous ces malades viennent de Kimuka, une localité située à 15 km de la cité de Sange.

Mbuji-Mayi: les chefs d'Etablissements appelés à lutter contre la corruption à l'Exetat. L'inspecteur principal provincial du Kasai-Oriental I, Bernard Kembo a appelé les chefs d'Etablissements de lutter contre

la corruption à l'examen d'état. Un appel lancé à quatre jours de la passation de la session ordinaire de l'édition 2014 de cette épreuve. Au cours d'une réunion présidée mercredi 18 juin à Mbuji-Mayi, l'inspecteur principal provincial a demandé aux chefs d'établissements de laisser les élèves finalistes du secondaire compter sur leurs propres efforts

Vendredi 20 juin.

RDC : les médecins des hôpitaux publics dénoncent leurs conditions de travail. Les conditions sociales et professionnelles du médecin congolais ne sont pas bonnes. Il travaille dans des hôpitaux qui ne sont pas équipés, selon les normes internationales. Et n'ont pas toujours le statut professionnel qu'ils devaient avoir, a dénoncé jeudi 19 juin Dr Mankoy Badjoko, le président du Syndicat national des médecins au 2e congrès ordinaire de son syndicat.

Equateur: deux personnes meurent d'une maladie similaire au Monkeypox à Bangangala. Deux personnes sont décédées d'une maladie qui présente les mêmes symptômes que le Monkeypox ou variole de singes, sur les 12 cas enregistrés, en deux semaines, dans la localité de Bangangala, en territoire de Bomongo (Equateur). Les personnes souffrant de cette maladie présentent des infections de la peau et des muqueuses. Le député Patrick Mayombe qui a livré l'information jeudi 19 juin à Radio Okapi demande au gouvernement de rendre disponibles les soins pour ces malades qui recourent souvent aux traitements traditionnels.

Kalemie: 16 étudiants camerounais en séjour irrégulier risquent d'être expulsés. Seize étudiants camerounais sont interpellés depuis une semaine par la Direction générale des migrations (DGM) à Kalemie au Katanga. Tous ces étudiants inscrits à l'Université de Kalemie sont en situation irrégulière, indique la DGM, qui menace de les expulser du territoire congolais. Leurs visas sont arrivés à expiration. Les autorités académiques se disent non concernées par cette affaire.

Trafic d'enfants: 3 suspects arrêtés à Malemba Nkulu. Trois présumés trafiquants d'enfants ont été arrêtés jeudi 19 juin à Malemba Nkulu au Katanga. Il existe un réseau de trafic d'enfants dans cette entité, a estimé l'administrateur de ce territoire, précisant que plusieurs tentatives d'enlèvements sont observées régulièrement à la frontière avec les territoires voisins de Mitwaba et de Manono.

Massacre de Mutarule: «Il faut identifier le problème et chercher une solution», préconise Martin Kobler. « Il faut reconnaître le problème et essayer de trouver la solution ensemble », a déclaré le chef de la Monusco vendredi 20 juin aux membres de la communauté Bafuliro au sujet du massacre de Mutarule. Des hommes armés y avaient assassiné une trentaine de personnes dans la nuit du 6 au 7 juin dernier. Martin Kobler s'est rendu sur place dans le Sud-Kivu pour s'entretenir avec la population endeuillée. Il a annoncé une réunion à ce sujet dans les tout prochains jours avec différentes couches de la population sans les autorités locales, ni les forces de l'ordre.

RDC: des inspecteurs territoriaux ont prêté serment à Kinshasa. Des hauts cadres du corps des inspecteurs de la territoriale ont prêté serment, jeudi 19 juin, à Kinshasa, devant le ministre de l'Intérieur et de la Décentralisation, Richard Muyej Mangez, conformément à l'article 9 du décret-loi de 1998, portant organisation et fonctionnement du corps des inspecteurs de la territoriale. Ils devront assurer l'encadrement efficace du processus de décentralisation et consolider sa mise en œuvre.

Bujumbura : plus de 20 000 réfugiés congolais réclament de bonnes conditions de vie. Plus de vingt mille réfugiés de la RDC vivant à Bujumbura (Burundi) sont descendus dans la rue vendredi 20 juin, à l'occasion de la célébration de la journée mondiale du réfugié. Ils réclament de bonnes conditions de vie de la part des gouvernements congolais et burundais.

Kasaï-Oriental : le secrétaire fédéral de l'UDPS condamné à 12 mois de prison. Le tribunal de paix de Mbuji-Mayi au Kasaï-Oriental a condamné le secrétaire fédéral de l'Union pour la démocratie et le progrès social (UDPS), Bruno Kabangu Kabatshi, pour 12 mois de prison. Le verdict est tombé vendredi 20 juin. Le ministère public l'a accusé d'offense à la personne du chef de l'Etat et à la propagation de faux bruits. Cette sentence est tombée à l'issue d'une audience foraine tenue à la prison centrale de Mbuji-Mayi à l'absence des avocats du prévenu. En plus de la condamnation à 12 mois de servitude pénale, Bruno Kabangu de l'UDPS, un parti de l'opposition, devra payer des amendes de 450 000 Francs congolais (489\$US) et la moitié des frais d'instance non encore calculé, à défaut de subir 7 jours de contrainte par corps. Lors de l'audience du 11 juin, le ministère public avait requis 3 ans de prison et les avocats de la défense avaient demandé l'acquiescement pour absence de toutes les infractions avant de relever les irrégularités des procédures dans cette affaire. D'après les dispositifs du jugement, le tribunal de paix a disqualifié la prévention d'offense envers le chef de l'Etat par manque d'une plainte du président de la République. Contacté par Radio Okapi, les avocats de Bruno Kabangu rejettent cette décision qu'ils qualifient « d'injuste et injustifiée ». « Nous allons interjeter appel contre cette décision car Monsieur Kabatshi ne mérite pas de

rester même un jour en prison », a affirmé Me Joseph Mukendi wa Mulumba. Bruno Kabangu Kabatshi a été arrêté le 02 janvier dernier et transféré à Kinshasa avant d'être rapatrié à Mbuji-Mayi. Les services des renseignements lui ont soupçonné d'avoir organisé en connivence avec le pasteur Mukumkumbila, des troubles du 30 décembre 2013 ayant causé mort d'hommes et des dégâts matériels importants à Kinshasa, au Katanga et dans le Maniema. (Radio Okapi)

Nord-Kivu : 17 pêcheurs congolais détenus au Rwanda. Dix-sept pêcheurs congolais sont détenus dans un cachot à Gisenyi, ville rwandaise frontalière Goma depuis mardi 17 juin dernier. Les membres de l'association des pêcheurs ont déclaré vendredi que leurs collègues avaient été interceptés dans la nuit du lundi à mardi par des marins rwandais sur le Lac Kivu alors qu'ils pêchaient. Ils sont accusés d'être entrés dans les eaux territoriales rwandaises. Une accusation que rejette cette association.

Equateur : 53 600 réfugiés centrafricains enregistrés depuis 2013, selon le HCR. Cinquante-trois mille six cents réfugiés centrafricains sont à ce jour enregistrés au Nord de la province de l'Equateur. Toutes ces personnes ont fui la guerre dans leur pays après la chute en mars 2013 du régime de François Bozize. Parmi ces personnes, plusieurs enfants se sont retrouvés sans parents. Certains ont impuissamment assisté à la mort de leurs parents. Ils racontent qu'ils ont du mal à se souvenir de ces moments douloureux.

RDC: les Mbororo se sont coalisés aux rebelles LRA au Haut Uelé. Les éleveurs Mbororo se sont coalisés, depuis quelques jours, aux rebelles ougandais de l'Armée de résistance du seigneur (LRA) et commettent des exactions contre les populations civiles dans les territoires de Dungu et Niangara, dans le district du Haut Uelé (Province Orientale). Le vice-gouverneur de la Province Orientale, Pascal Mombi l'a déclaré mercredi dans un meeting populaire à Dungu. De nombreux habitants de Dungu et Niangara ont fui les exactions de ces groupes armés.

Examen d'Etat: la session ordinaire débute le 23 juin. La session ordinaire de l'examen d'Etat se tiendra du 23 au 26 juin. Les résultats de l'examen pour toutes les options seront publiés au même moment. Le ministre de l'Enseignement, primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangi Fwamba, l'a déclaré vendredi à Kinshasa, à l'issue d'une cérémonie de présentation des résultats d'une enquête menée par l'Unesco. Il a assuré que tout est prêt pour la session ordinaire de l'examen d'Etat édition 2014.

Samedi 21 juin.

RDC : la Ceni maintient son calendrier des élections urbaines, municipales et locales. Le calendrier des élections urbaines, municipales et locales est maintenu tel qu'il a été publié par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni). Le président de cette institution, l'Abbé Apollinaire Malumalu, l'a annoncé vendredi 20 juin à Kinshasa au cours d'une rencontre extraordinaire entre son bureau et les mandataires des partis politiques. D'après lui, aucun calendrier électoral dans le monde ne peut s'élaborer par consensus.

Nord-Kivu: les autorités judiciaires appelées à sanctionner les auteurs de viols à Bweremana. Le président de la société civile de Bweremana appelle les autorités judiciaires à sanctionner les auteurs de viols, perpétrés contre les jeunes filles dans cette localité, située à 48 km au Sud de Goma (Nord-Kivu). Jean-Paul Kazungu Shabapfuku, a lancé cet appel, vendredi 20 juin, au cours d'une conférence de presse, à Bweremana. «Nous sommes trop inquiets de la situation que nous sommes en train de vivre. Nous déplorons la situation immorale observée au sein de notre société avec plusieurs cas de viols et violations à l'égard de petits enfants. Les derniers cas en date sont ceux d'une fille de trois ans, violée par un garçon de 18 ans et une autre âgée de 14 ans violée par un homme d'une quarantaine d'années ainsi qu'une fille de 5 ans, violée par un homme de plus de 35 ans», a déploré Jean-Paul Kazungu. Le président de la société civile de Bweremana a indiqué qu'il y a d'autres cas de viols isolés dans cette partie du Nord-Kivu. C'est depuis le début du second semestre de 2013 que le nombre d'agressions sexuelles a augmenté de façon « alarmante » dans la province du Nord-Kivu, avec 705 cas recensés entre janvier et juillet 2013, selon le Haut-commissariat aux réfugiés de l'ONU (HCR). Le HCR avait également précisé que «705 cas de violences sexuelles», 288 avaient été commises sur des mineurs. En 2012, sur la même période, le HCR avait comptabilisé un total de 108 cas. Des militaires congolais sont parfois aussi accusés de viol. La Mission de l'ONU pour la stabilisation en RDC (Monusco) avait recensé au moins 126 femmes violées par des militaires fin novembre 2012, quand ils fuyaient l'avancée du M23 près de Goma. Deux soldats ont été arrêtés dans le cadre de cette affaire. (Radio Okapi)

Nord Kivu: le gouverneur Julien Paluku réclame la rétrocession de 5 millions USD par mois. Le gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku Kahongya, réclame la rétrocession de 5 millions de dollars américains, soit 40% de ses recettes mensuelle, estimées à 14 millions de dollars américains. Dans un entretien accordé vendredi 20 juin à Radio Okapi, il a jugé insignifiant la somme de 500 ou 600 000 dollars américains que le gouvernement central rétrocède chaque mois à la province du Nord-Kivu.

Le touriste allemand Steven Wilfmaans a difficilement parcouru la RDC à moto. Le touriste allemand Steven Wilfmaans affirme avoir connu plusieurs difficultés pour parcourir la RDC à moto. Il l'a affirmé dans un entretien accordé, vendredi 20 juin, à la presse à l'étape de la ville de Kolwezi, à 300 km de Lubumbashi (Katanga). Selon lui, le sable et la multiplicité de contrôles de la police sont parmi les obstacles pour rouler à moto en RDC: «J'ai commencé par Luozi, au Bas-Congo, je suis allé à Kimpese (Bas-Congo), Kinshasa, Kikwit (Bandundu), Ilebo (Kasaï-Occidental), Kananga (Kasaï-Occidental), Mbuji-Mayi (Kasaï-Oriental), Kanyama, Kamina, Bukama et maintenant Kolwezi (Katanga). Après, je serai à Lubumbashi avant l'étape de la Zambie, Zimbabwe, Botswana, Namibie jusqu'en Afrique du Sud». Steven Wilfmaans a reconnu qu'il y a beaucoup de sables entre Bandundu et les deux Kasai et il a déploré le mauvais état de la route Parti de la Malaisie avec sa moto Yamaha 125 cc, il est passé par l'Europe avant d'arriver en Afrique centrale en passant par l'Afrique du Nord. (Radio Okapi)

Nord-Kivu: 20 personnes abattues par des bandits armés en six mois à Goma. Les bandits armés ont, depuis janvier dernier, abattu environ 20 personnes dans les quartiers périphériques de la ville de Goma (Nord-Kivu). Les derniers cas en date de ce matin, où un homme et une femme ont été abattus par des hommes armés qui ont réussi à faire incursion dans leur domicile. Deux heures plus tard, une fille a été abattue à la résidence de ses parents et un homme a été blessé par balle à la jambe droite, au quartier Kasika.

Sud-Kivu: des FDLR hébergées dans de bonnes conditions au centre de transit de Walungu. Les quatre-vingts rebelles FDLR, candidats au désarmement volontaire, sont hébergés dans des conditions assez bonnes au centre de transit de Walungu, à une soixantaine de km de Bukavu (Sud-Kivu). Le patron de la Monusco, Martin Kobler, l'a constaté vendredi 20 juin à l'issue d'une visite dans ce centre d'hébergement.

RDC: Vital Kamerhe exige «un calendrier qui donne toutes les étapes des élections jusqu'à 2016». «Nous demandons, toutes affaires cessantes, à Monsieur l'abbé Malumalu de favoriser une rencontre pour trouver une feuille de route consensuelle, un calendrier qui donne toutes les étapes des élections jusqu'à 2016», a déclaré samedi 21 juin le président de l'Union pour la nation congolaise (UNC), Vital Kamerhe. Il a renvoyé «à sa propre conscience» le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), qui affirmait la veille que le calendrier partiel publié le 26 mai était maintenu. Ce document prévoit, le 14 juin 2015, le scrutin des conseillers des communes, des secteurs et des chefferies ; le 29 août 2015, le vote des conseillers urbains, des bourgmestres et des chefs des secteurs. Enfin le scrutin des maires et maires adjoints est prévu le 15 octobre 2015. Vital Kamerhe a réagi au lendemain de la déclaration du président de la Ceni, l'abbé Apollinaire Malumalu, affirmant que ce calendrier était maintenu tel qu'il avait été publié. Il répondait ainsi aux critiques de l'opposition et de la communauté internationale, plutôt favorables à un calendrier électoral «complet» en RDC. Aux dires du président de l'UNC, l'abbé Apollinaire Malumalu a tout intérêt à privilégier un processus électoral apaisé en RDC. De toutes les façons, Vital Kamerhe a annoncé la détermination de l'opposition d'accentuer la pression. (Radio Okapi)

Dimanche 22 juin.

RDC: finalistes et autorités prêts pour la session ordinaire de l'examen d'état. Les élèves finalistes des humanités en RDC vont commencer la session ordinaire de l'examen d'Etat lundi 23 juin. Ils vont être évalués pendant quatre jours sur des matières qui comptent pour 70 pourcents des critères d'évaluation. Et à ce niveau les finalistes, les autorités du secteur éducatif et les écoles ont indiqué qu'ils étaient prêts pour cette session ordinaire.

Equateur : 12 000 réfugiés centrafricains abrités au camp de Mole depuis plus d'un an. Le camp de Mole (Equateur) abrite douze mille réfugiés centrafricains depuis plus d'une année. Ils ont fui les atrocités de la guerre dans leur pays. Mais selon les réfugiés, la vie n'est pas facile à cause des moyens de subsistance insuffisants qui leur sont accordés chaque mois. Pourtant, le Haut commissariat pour les réfugiés et ses partenaires ont construits plusieurs infrastructures dont celles leur permettant de bénéficier d'eau potable ainsi que des latrines. Le HCR et ses partenaires ont aussi construit des écoles primaires et tout récemment une nouvelle maternité, un cybercafé avec la bibliothèque pour les réfugiés. Stéphane Severe, représentant régional du HCR leur a expliqué que les efforts de son agence doivent accompagner les initiatives des réfugiés. Il les a encouragés à proposer des initiatives « propres ». Les réfugiés du camp de Mole (à 35 kms de Zongo) passent la nuit dans des centaines d'abris en bâche construits par le HCR sur une vaste étendue en pleine forêt équatoriale. (Radio Okapi)

Lubumbashi : une passagère s'oppose à la fouille de ses bagages à l'aéroport de Luano. Un arrêt de travail a été observé samedi 21 juin par les services chargés de fouiller les bagages à l'aéroport international de la Luano à Lubumbashi. Les agents de ces services protestaient contre l'arrestation de certains d'entre eux par le parquet près le tribunal de grande instance de Lubumbashi, après une altercation avec la voyageuse, épouse d'une autorité politique, venue de Kinshasa. Deux agents de la Régie des voies aérienne (RVA) sont encore détenus au cachot du parquet.

Nord-Kivu: le chef de la localité de Buloloma abattu par des hommes en uniforme. Le chef de la localité Buloloma ainsi qu'un notable ont été tués à bout portant par des hommes en uniforme samedi 21 juin dans la soirée. Les auteurs et le mobile de ce double meurtre ne sont pas encore connus. Mais des chefs locaux de cette localité du Nord-Kivu accusent des militaires. Mais le porte-parole des Forces armées de la RDC (FARDC) rejette ces accusations et demande des preuves.

Examen d'état : dernières réunions préparatoires avant la session ordinaire. Les dernières réunions préparatoires de la session ordinaire de l'examen d'état se sont tenues dimanche 22 juin dans les différents centres du pays. Elles ont réunis les enseignants entre eux ou avec les candidats et ont traité des dispositions mise en place durant les quatre jours d'examen. Les candidats ont aussi repéré leurs places. Cette pratique est observée chaque année pour éviter tout retard au début de l'examen.

Walikale: plusieurs villages désertés après les combats entre miliciens Raïa Mutomboki. Les habitants d'une dizaine de villages du territoire de Walikale (Nord-Kivu) ont fui leurs habitations depuis plus d'une semaine à cause des affrontements entre deux factions rivales de la milice Raïa Mutomboki. Ces deux groupes de miliciens s'affrontent depuis le début de ce mois de juin.

Législative partielle à Befale: début de la campagne électorale. La campagne électorale pour l'élection législative dans la circonscription de Befale (Equateur) débute ce lundi 23 juin. Elle va se poursuivre jusqu'au 22 juillet prochain à minuit. Le calendrier de cette élection législative partielle publié le 4 juin dernier par la Commission électorale nationale indépendante (Ceni) prévoit que l'élection proprement dite aura lieu le 24 juillet. Quatre groupements sont concernés par cette élection. Il s'agit des groupements de Bolemba, Lombeolo, Mompono et Yaama. La Ceni indique qu'elle procède actuellement au traitement des réclamations sur les listes électorales et à l'impression des listes électorales définitives qui seront affichées dans les sites de vote. Mais elle ne précise pas le nombre de candidats qui vont s'affronter pour cette élection. Par ailleurs, la Ceni annonce que l'accréditation des observateurs et journalistes se fera du 2 au 9 juillet alors que celle des témoins interviendra du 10 au 17 juillet à Befale. Le dépouillement des bulletins de vote se fera le jour même de l'élection. La publication des résultats provisoires interviendra le 29 juillet au plus tard. Après les législatives de novembre 2011, la Cour suprême de justice avait annulé les résultats de la circonscription de Befale pour fraude. Depuis cette décision, cette circonscription qui dispose d'un siège n'est toujours pas représentée à l'Assemblée nationale. (Radio Okapi)

Lundi 23 juin.

Examen d'Etat: les questionnaires seront plus longs. Les questionnaires des épreuves de la session ordinaire de l'Examen d'Etat seront plus longs que les années précédentes. Le ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP), Maker Mwangi, l'a annoncé à la veille de ces épreuves qui sanctionnent la fin des études secondaires en RDC. L'examen d'Etat débute ce lundi 23 juin sur toute l'étendue du pays.

Maniema : le chef de la Communauté islamique annule les élections à Kabambare et Kindu. Le chef local de la Communauté islamique au Congo (Comico) au Maniema, l'imam Ali Omari Mwanayamba, a annulé les élections organisées début juin dans les régions de Kabambare et Kindu au Maniema. Selon lui, ces scrutins auraient été mal organisés. En voyage à Kinshasa, il promet d'en organiser d'autres pendant le ramadan, dès son retour dans la province. Une tension est perceptible depuis l'organisation de ces élections. Les fidèles de ces deux régions islamiques sont divisés en deux camps. Les uns soutiennent les élus et d'autres les contestent.

Nord-Kivu : 18 cadavres repêchés après un naufrage sur le lac Kivu. Dix-huit corps sans vie, dont ceux de cinq enfants, ont déjà été repêchés depuis le naufrage survenu samedi dernier sur le lac Kivu entre Kalehe et Goma au Nord-Kivu. Des sources au port de Kituku qui ont livré ce bilan lundi 23 juin indiquent qu'il y avait une vingtaine de personnes dans cette embarcation. D'autres passagers sont encore disparus. Les autorités du Nord-Kivu et du Sud-Kivu n'ont pas encore réagi depuis ce naufrage. Douze morts ont été provisoirement enregistrés lors de cet accident samedi matin. Le bateau qui a fait naufrage transportait des passagers entre deux villages du groupement de Buzi dans le territoire de Kalehe (Nord-Kivu). Des sources à Goma ont déclaré que le mauvais temps serait à la base de ce naufrage. Un capitaine de bateau de ce port, Jean-Bosco Barabona, estime que le manque de suivi des services maritimes sur les activités et trafic des boats seraient à la base de cette situation. (Radio Okapi)

Kambove : la Gécamines déplore le manque à gagner suite aux coupures d'électricité. Les coupures intempestives d'électricité affectent la production de la Gécamines depuis près de six mois à Kambove, à environ 150 kilomètres de Lubumbashi, dans le Katanga. Pour le responsable du concentrateur de la

Gécamines – Kambove, Minanga Kitoko, durant le mois de mai par exemple, la production de concentrés de cuivre est passée de 250 tonnes à moins de 50 tonnes par jour.

Nord-Kivu: trêve des hostilités militaires pour l'examen d'Etat à Walikale. Les finalistes du secondaire ont débuté, lundi 23 juin, la session ordinaire de l'examen d'Etat dans le calme, dans le territoire de Walikale (Nord-Kivu), après la trêve qu'observent les Forces armées de la RDC (FARDC) et les miliciens Maï-Maï Cheka. Selon les responsables administratifs locaux, les deux parties ont convenu ainsi, le week-end dernier, après plusieurs jours des combats dans cette contrée, en proie à l'insécurité.

RDC: l'absence de centres d'examen d'Etat à Mitwaba et Mbankana pénalise les finalistes. L'examen d'Etat a démarré ce lundi 23 juin en RDC. Mais les élèves finalistes de Mitwaba (Katanga), qui ne dispose que d'un seul centre de passation de ces épreuves, sont obligés à parcourir plusieurs dizaines des kilomètres pour y participer. Mêmes difficultés pour ceux du village Mbankana qui sont également contraints de se rendre au centre-ville de Kinshasa, situé à 150 Kilomètres.

Sud-Kivu: plus de 500 ménages fuient le combat entre l'armée burundaise et les rebelles FNL. Environ 500 familles ont fui les localités de Mwaba et Ruzia, à 15 km de la cité de Sangé (Sud-Kivu) à la suite de l'accrochage survenu, dimanche 22 juin, entre l'armée burundaise et les rebelles du Front national pour la libération du Burundi (FNL). Selon les sources militaires de la région, ces déplacés se ruent vers les localités de Kimuka, Butendeko et Kajoro, à 6 Km de leur milieu d'origine

RDC: les armateurs saluent la suppression de 38 taxes illégales. L'Association des armateurs salue la décision prise par le gouvernement congolais de supprimer trente-huit taxes à «caractère illégal» dans le secteur de transport fluvial et lacustre en RDC. Cette association recommande cependant aux autorités un suivi très efficace pour que cette mesure soit effectivement appliquée.

Sud-Kivu: les Fardc délogent les Maï-Maï Yakutumba de Talama. Les Forces armées de la RDC ont délogé, dimanche 22 juin, les Maï-Maï Yakutumba de la localité de Talama, dans le Sud-Kivu, après une semaine d'intenses combats. Le commandement du 105e secteur opérationnel à Fizi indique que 5 soldats de l'armée régulière ont été tués et quatre autres ont été blessés dont un grave. Celui-ci a été évacué à Bukavu, chef-lieu du Sud-Kivu, pour des soins appropriés.

Mardi 24 juin.

Loi d'amnistie: 100 bénéficiaires encore détenus adressent une pétition à Joseph Kabila. Une centaine d'amnistiés, qui sont toujours en détention à la prison centrale de Makala à Kinshasa, demandent au chef de l'Etat leur libération. Dans une pétition qu'ils viennent d'adresser à Joseph Kabila, ces prisonniers plaident pour l'exécution intégrale de la loi d'amnistie du 11 février dernier. Ils considèrent que leur maintien en détention n'a plus de fondement légal. Le porte-parole du gouvernement soutient au contraire que la procédure d'amnistie suit son cours normal.

Province Orientale : lourdes peines pour des voleurs à mains armées. Deux militaires et un civil ont été condamnés samedi 21 juin à des peines allant de 10 à 15 ans de servitude pénale principale pour vol à mains armées et détention illégale d'armes et munitions de guerre. Le tribunal militaire de la garnison de Kisangani Tshopo, siégeant en matière répressive au premier degré, contraint aussi les condamnés à payer les frais d'instance fixés à 13 000 francs congolais (14 dollars américains) chacun.

Ituri : trois morts dans l'attaque d'une position Fardc. Trois personnes, dont deux militaires, ont trouvé la mort dans l'attaque d'une position des Forces armées de la RDC le week-end dernier dans la chefferie de Kakwa, à Aru (Ituri). Des sources locales affirment que les assaillants portaient des tenues militaires apparentées à celles de l'armée du Soudan du Sud. Plusieurs personnes ont aussi été blessées et des civils enlevés pendant ces violences, selon les mêmes sources.

La société civile dénonce la « sur-militarisation » de Beni. La société civile de Beni dénonce la «sur-militarisation » de ce territoire du Nord-Kivu. Son président, Teddy Kataliko, estime que la présence massive des militaires dans cette région est à l'origine des tueries, extorsions et autres violations des droits de l'homme qui y sont enregistrées. Il en veut pour preuve le meurtre du chef de la localité de Buloloma samedi 21 juin par des hommes armés. Des militaires sont accusés d'être les auteurs de ce crime.

Apollinaire Malumalu: « Ce n'est pas la Ceni qui décide de la session extraordinaire du Parlement ». Interrogé sur la nécessité de convoquer une session extraordinaire du Parlement pour voter des lois relatives à l'organisation de prochaines élections, le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), abbé Malumalu, a affirmé qu'il n'appartenait pas à son institution d'en décider. Mais il a précisé que

si les parlementaires se penchent sur ces matières lors de la session de septembre, ils devront le faire « en urgence ».

Bas-Congo : du matériel acquis pour l'entretien du pont maréchal. Le gouvernement japonais a remis le week-end dernier à l'organisation pour l'équipement Banana Kinshasa (OEBK) un lot de matériel estimé à 2 millions de dollars américains pour l'entretien du pont maréchal. L'OEBK est l'entreprise publique qui gère le pont Maréchal. Pour son directeur général, Modero Nsimba Matondo, ce pont trentenaire nécessite un entretien constant s'il veut durer plus d'un siècle.

RDC: militaires et policiers préparent le défilé du 30 juin. A une semaine de la célébration du 54e anniversaire de l'indépendance de la RDC, les policiers et militaires préparent leur défilé. Dans la ville de Kinshasa, le site où doit se dérouler ce défilé est également aménagé. Les manifestations publiques officielles n'étaient plus organisées à l'occasion de cet anniversaire depuis la célébration du cinquantenaire de l'indépendance du pays en 1960.

Zongo : les prix augmentent faute d'approvisionnement. Les prix des denrées ont augmenté depuis plusieurs mois dans la ville de Zongo, située à l'extrême nord de l'Equateur. Des commerçants ont indiqué, lundi 23 juin, que cette agglomération est approvisionnée en grande partie depuis la ville de Bangui. Cette dernière n'est plus régulièrement fournie depuis le Tchad et le Cameroun à cause de l'insécurité en Centrafrique. D'où la pénurie à Zongo.

Katanga : le parlement des enfants refuse que les parents paient les enseignants. Le parlement des enfants de Kamina (Katanga) plaide pour la suppression des frais d'intervention ponctuelle (FIP), payés chaque mois par les parents d'élèves pour soutenir les salaires des enseignants. Il a déposé lundi 23 juin un mémorandum au commissariat de district du Haut Lomami à cet effet. Pour Dorcas Kasongo Monga, présidente de ce parlement, l'Etat doit prendre ses responsabilités afin de libérer les parents de cette charge. «[Ces frais] pèsent lourdement sur la tête de nos parents et sont à la base de l'accroissement de la non scolarisation d'un grand nombre d'enfants», a-t-elle expliqué. Ces enfants dénoncent l'accroissement du taux d'analphabétisme dans le district, entraînant ainsi la délinquance juvénile, la toxicomanie et le mariage précoce pour les jeunes filles. Leur action est inspirée de la journée l'enfant Africain, célébrée le 16 juin dernier, dont le thème était «une éducation de qualité, gratuite, obligatoire et adaptée pour tous les enfants en Afrique». (Radio Okapi)

Sud-Kivu : des militaires rwandais arrêtent 9 pêcheurs congolais sur le lac Kivu. Des militaires rwandais ont arrêté neuf pêcheurs congolais dans la nuit de jeudi à vendredi dernier sur le lac Kivu, a dénoncé mardi 24 juin la nouvelle dynamique de la société civile d'Idjwi au Sud-Kivu. Ils leur ont aussi ravis quarante-cinq filets et trois moteurs de pirogues. Deux jours plus tôt, les mêmes militaires avaient confisqué huit autres filets dans la piste de Maganga à Idjwi Nord, ajoute la nouvelle dynamique de la société civile.

RDC: la pêche demeure à 99% artisanale. L'activité de pêche en RDC est à 99% artisanale. Le ministre de l'Agriculture, Pêche, Elevage et Développement rural, Jean Chrysostome Vahamwiti, l'a reconnu mardi 24 juin à l'occasion de la célébration de la 47e journée nationale du poisson. Il a cependant indiqué que le Gouvernement a adopté un programme de relance de la pisciculture, prévoyant notamment la formation des pêcheurs et l'élevage des poissons.

RDC: 40 experts formés à la détection des matières radioactives. Le Commissariat général à l'énergie atomique(CGEA) forme 40 experts à l'utilisation et au contrôle des équipements de détection des matières radioactives au niveau des frontières congolaises. Cette formation est organisée, du 24 au 27 juin à l'Université de Kinshasa (Unikin), avec l'appui de l'Union européenne.

Equilibre climatique mondial: 100 hectares de forêts mis sous surveillance à Isangi. L'Université de Kisangani a placé sous surveillance plus de 100 hectares de forêts dans cinq villages du territoire d'Isangi (Province Orientale). Un délégué de cette institution universitaire, le chef des travaux Prosper Sabongo, l'a indiqué lundi 23 juin à l'occasion de la visite des activités du projet de Réduction des émissions dues à la déforestation et à la dégradation des forêts (REDD) d'Isangi. L'objectif de cette surveillance est de faciliter les études et les recherches sur la capacité des forêts du bassin du fleuve Congo à assurer l'équilibre du climat mondial. Selon Prosper Sabongo, les études en cours à Isangi et dans d'autres territoires pilotes permettront au gouvernement de négocier les crédits carbone auprès des pays pollueurs. «Les crédits carbone existent déjà pour compenser les efforts de protection des forêts. Nos forêts constituent une richesse capable de nous aider à bien vivre», a-t-il expliqué. Selon lui, «il y a double importance pour cette étude. Premièrement, elles nous permettent de savoir comment les arbres de nos forêts séquestrent les CO2. En deuxième lieu, nous voulons mesurer la capacité de nos forêts à assurer l'équilibre du climat planétaire.» Parce que les données précises sur la capacité de la forêt du Congo à capturer ces gaz ne sont pas disponibles, a-t-il poursuivi, «ces études vont aider le gouvernement à discuter avec d'autres pays sur le

service que rendent nos forêts à toute l'humanité.» Avec ses 145 millions d'hectares des forêts tropicales, la RDC joue un rôle important dans la régulation du climat, avaient souligné les experts du ministère congolais de l'Environnement à la Conférence internationale sur les changements climatiques tenue du 28 novembre au 9 décembre à Durban en Afrique du Sud. Les forêts congolaises capturent en effet un nombre important de gaz carbonique ou CO₂ émis, non seulement par le Congo, mais aussi par d'autres pays du monde. Le CO₂ est un gaz à effet de serre provenant des industries, des véhicules, des forêts et savanes brûlées et même des déchets domestiques ou industriels mal gérés. Il participe à la destruction de l'atmosphère ou encore de la couche d'ozone. Et la dégradation de cette couche engendre l'augmentation des températures et la modification du climat sur l'ensemble de la planète. (Radio Okapi)

Mercredi 25 juin.

Fête de l'indépendance : les pagnes déjà disponibles à Kinshasa. La République démocratique du Congo fête le cinquante-quatrième anniversaire de son indépendance lundi 30 juin. Les pagnes frappés du motif du 30 juin sont déjà disponibles à Kinshasa. Mais du côté des entreprises où cette l'indépendance est souvent célébrée avec pompe, les choses semblent traîner encore.

Henri Lokondo : « L'intérim d'un vice-gouverneur de province est de droit ». Le député Henri Thomas Lokondo estime que l'intérim qu'exerce un vice-gouverneur de province suite à un empêchement du gouverneur « est de droit ». Pour lui, un vice-gouverneur de province n'a pas besoin d'une lettre du ministre de l'Intérieur ou du pouvoir central pour exercer ce droit. Il juge donc inconstitutionnelle la lettre du ministre de l'Intérieur Richard Muyej confiant l'intérim du gouverneur de l'Equateur au vice-gouverneur, Sébastien Impeto. Le gouverneur Koyagialo se fait actuellement soigner à l'extérieur du pays.

Province Orientale: 80 jeunes recrutés par les Maï-Maï Simba à Mambasa. Un chef milicien du groupe Maï-Maï Simba recrute depuis quelques semaines des jeunes pour son mouvement dans le territoire de Mambasa en Province Orientale. Selon des sources locales, plus de quatre-vingts jeunes ont déjà été enrôlés de gré ou de force dans ce groupe armé dont le chef historique, Paul Sadala alias Morgan, a été tué en avril dernier alors qu'il venait de se rendre aux Forces armées de la RDC.

RDC-Rwanda : le maire de Goma préconise la délimitation « claire » des frontières. Le maire de la ville de Goma au Nord-Kivu, Naason Kubuya Ndoole, a invité les gouvernements de la RDC et du Rwanda « à fixer officiellement les frontières » entre ces deux pays. Il a déclaré mercredi 25 juin que cette clarification des frontières permettra de mettre fin aux incidents sécuritaires récurrents dont les populations congolaises sont victimes. Il a estimé qu'il s'agit d'un problème complexe auquel on doit vite trouver des solutions « pour finalement savoir comment gérer les relations transfrontalières entre les populations et les forces armées de ces deux pays ». Dans la nuit de jeudi à vendredi dernier, des militaires rwandais ont arrêté 9 pêcheurs congolais sur le lac Kivu au Sud-Kivu. Le même incident s'était produit cinq jours plus tôt au Nord-Kivu. Chaque fois, des militaires de l'armée rwandaise accusent les Congolais de violer les eaux territoriales de leur pays. Ces pêcheurs ont finalement été relâchés lundi et mardi dernier après le paiement d'une amende de 2500 dollars américains. Le maire Naason Kubuya sollicite l'aide de la Communauté des pays des grands lacs (CPGL) et de la Conférence internationale pour la Région des Grands lacs (CIRGL) pour tracer des limites entre les deux pays. (Radio Okapi)

Goma : les pharmacies fermées pour dénoncer les tracasseries de l'ANR. Toutes les pharmacies de Goma (Nord-Kivu) sont fermées depuis mardi dernier. Les responsables de l'association des tenanciers de ces officines ont indiqué, mercredi 25 juin, qu'ils protestent contre « le racket de la part des agents de l'Agence nationale de renseignements (ANR) ». Selon eux, les agents de l'ANR leur réclament de l'argent à tout moment.

Province Orientale: recrudescence du paludisme à Logoge Plus de 30 enfants sont morts des suites du paludisme en deux semaines dans la localité de Logoge, située à plus de 180 Km à l'ouest de Kisangani (Province Orientale), selon une délégation des autorités coutumières et leaders locaux de Yabaondo arrivés à Isangi. Lors d'un entretien avec la presse, ce mercredi 25 juin, le médecin chef de la zone de santé de Yabaondo, a parlé d'« un nombre élevé de décès d'enfants suite à cette maladie », sans autres précisions.

Kinshasa: l'église kimbanguiste lance la campagne de chirurgie gratuite pour les femmes. La campagne de chirurgie gratuite pour les femmes a débuté mercredi 25 juin au centre médical kimbanguiste de la commune de Makala à Kinshasa. Elle cible les femmes de 12 à 62 ans. Organisée par l'église kimbanguiste, la campagne est programmée jusqu'au 8 juillet. Jusque ce mercredi, 62 femmes se sont fait enregistrer, mais d'autres continuent à arriver. Elles viennent de Kinshasa, du Bas-Congo et du Bandundu. La plupart des patients viennent pour des problèmes de myome, de kyste ovarien ou d'appendicite. Mais on compte aussi quelques cas de masses au niveau des seins ou de la peau. Tout ce qui est exigé aux malades, c'est 30 dollars américains pour les examens, dont l'échographie. Les malades doivent aussi acheter les médicaments à

prendre après l'opération. Cependant, l'intervention chirurgicale et tous les produits nécessaires dans la salle d'opération sont gratuits. (Radio Okapi)

Katanga : des affrontements entre bantous et pygmées à Maloba auraient fait 10 morts. Dix personnes auraient été tuées dans des affrontements qui ont opposé, vendredi et lundi derniers, les Bantous aux pygmées dans le groupement de Maloba, situé à 170 km au Sud-Est de Kabalo-centre (Katanga). C'est le bilan avancé mercredi 25 juin par le président de l'ONG Voix des minorités indigènes (VMI), Georges Mbuyu. Mais le ministère provincial de l'Intérieur parle de deux morts et de deux villages désertés.

CPI: Germain Katanga retire son appel et accepte sa condamnation. La défense de Germain Katanga et le bureau du procureur de la Cour pénale internationale (CPI) se sont tous deux désistés mercredi 25 juin de leurs appels contre le jugement rendu par la Chambre de première instance II de la CPI le 7 mars dernier. Par ce jugement, M. Katanga avait été condamné à douze ans de prison pour cinq chefs de crimes contre l'humanité et crimes de guerre commis dans le district de l'Ituri, en République démocratique du Congo, le 24 février 2003. Le jugement est désormais définitif, selon un communiqué de la CPI.

RDC: 209 violations des droits de l'homme enregistrées en mai, selon l'Onu. En République démocratique du Congo, 209 violations des droits de l'homme ont été enregistrées en mai contre 332 le mois passé. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) en RDC l'a annoncé dans son rapport mensuel publié au cours de la conférence hebdomadaire des Nations unies mercredi 25 juin à Kinshasa.

Jeudi 26 juin.

RDC: une nouvelle coalition de l'opposition décide de traduire Malumalu en justice. Plus de cent vingt forces sociales et politiques de l'opposition, dont l'UDPS, l'UNC, l'Udemo et le RCD-KML, ont annoncé mercredi 25 juin leur intention de traduire en justice le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), Apollinaire Malumalu. Il lui reproche d'avoir refusé de «reconfigurer son calendrier» électoral partiel publié le 26 mai dernier.

RDC-Rwanda : la colline disputée de Kanyesheja se trouve bien sur le sol congolais. La colline disputée de Kanyesheja II entre les armées congolaise et rwandaise se trouve bien sur le sol congolais, selon le rapport du mécanisme conjoint élargi de vérification des frontières pour la région des Grands-Lacs. Les accrochages survenus autour de cette colline les 11 et 12 juin derniers ont conduit à la mort de cinq militaires congolais. Si le rapport ne permet pas de comprendre aisément ce qui s'était réellement passé ces jours là, il indique néanmoins que les deux collines de Kanyesheja où s'étaient déroulés les affrontements se situent sur le territoire congolais.

L'instabilité de la Constitution en période préélectorale au centre d'un débat à Kinshasa. Des experts constitutionnalistes de la RDC, analystes politiques, historiens et prêtres réfléchissent depuis mercredi 25 juin à Kinshasa sur la problématique et les perspectives de la révision constitutionnelle. Au premier jour de ces journées sociales qui se clôtureront vendredi prochain, ils ont notamment discuté sur l'instabilité de la Constitution en période préélectorale en Afrique, ses valeurs et sa mobilité. Ces activités s'articulent autour du thème : «Qu'est-ce que la constitution d'un Etat et pourquoi faire ?».

Intérim du gouverneur de l'Equateur: une décision « concertée », selon Richard Muyej. Le ministre de l'Intérieur, Richard Muyej, se dit surpris par la réaction de certains députés nationaux élus de l'Equateur après sa décision confiant l'intérim du gouverneur de cette province au vice-gouverneur. Pour le ministre, cette décision a été prise de manière concertée au cours d'une réunion organisée le 16 juin dernier au Palais du peuple par le président de l'Assemblée nationale et à laquelle il avait pris part aux côtés des députés nationaux originaires de l'Equateur. Le gouverneur de l'Equateur Louis Alphonse Koyagialo se fait actuellement soigner à l'extérieur du pays.

Des Congolais expulsés d'Angola sur fonds des violences sexuelles. Mille quatre cent onze Congolais expulsés d'Angola ont subi des violences qui ont des conséquences graves sur leurs santés. L'ONG internationale Médecins du monde Belgique qui a livré cette information mercredi 25 juin s'est basée sur les données médicales enregistrées dans près de onze aires de santé dans la province du Kasai Oriental.

Ban Ki-moon appelle à une plus grande mobilisation contre la torture. A l'occasion de la journée internationale pour le soutien aux victimes de la torture célébrée le 26 juin de chaque année, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon appelle à une plus grande mobilisation contre la torture. Il invite les États qui ne l'ont pas encore fait à ratifier la Convention contre la torture, dont le texte a été adopté il y a 30 ans. Le secrétaire général de l'Onu affirme que l'interdiction de la torture est absolue. Il rappelle que la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants dispose que la torture est

illégal, « y compris dans des situations de conflit armé, dans le cadre de la lutte contre le terrorisme, en cas d'instabilité politique ou dans toute autre situation d'urgence ». Les 155 États qui ont ratifié cette convention se sont engagés à lutter contre l'impunité et à procéder à des enquêtes approfondies, à engager des poursuites et à traduire les responsables en justice. (Radio Okapi)

Examen d'Etat : 43% des filles ont participé à la session 2014 au Bas-Congo. Quatorze mille candidats sur les trente-deux mille qui prennent part à l'Examen d'Etat sont des filles, a affirmé le directeur provincial de l'Enseignement primaire, secondaire et professionnel (EPSP) du Bas-Congo, Lambert Mbadu. Dans une interview accordée à la presse mercredi 25 juin, il a indiqué que ce chiffre représente un taux de participation des filles de 43%, contrairement à l'année 2013 où le taux était de 15%.

Kisangani: plaidoyer pour la création des chambres judiciaires mixtes. A Kisangani (Province Orientale), les activistes des droits humains demandent aux députés nationaux d'adopter la loi, créant les chambres spécialisées mixtes au sein du système judiciaire congolais pour juger les crimes graves commis en RDC. Ils ont lancé leur appel, mercredi 25 juin, à l'issue d'un atelier d'échange de deux jours facilité par le Bureau conjoint des droits de l'homme de la Monusco à Kisangani.

RDC-Rwanda : les soldats ont été tués par balles et coups de machettes (Autopsie). « L'autopsie révèle que tous les cinq ont été tués par des plaies mortelles à la tête. Trois ont reçu des balles dans la tête, deux ont reçu des coups de machettes qui les ont tués, toujours à la tête. Il y a eu mutilation des cadavres pour certains d'entre eux. Tout indique qu'il y a eu exécution et mutilations des cadavres », a expliqué jeudi 26 juin Lambert Mende, porte-parole du gouvernement. Ces militaires congolais ont été tués dans les accrochages qui ont opposé les éléments des armées rwandaise et congolaise autour de la colline Kanyesheja II, dans la province du Nord-Kivu.

Kinshasa: plus de 4 millions d'enfants seront vaccinés contre la poliomyélite et la rougeole. Plus de 4 millions d'enfants seront vaccinés, du 23 au 28 juin, contre la poliomyélite et la rougeole à Kinshasa. Ces enfants bénéficient également d'un supplément en vitamine A et du déparasitage au mebendazole dans plus de 3 000 sites de la capitale.

Examen d'Etat: la session se clôture sans incidents à Kinshasa. La session ordinaire de l'examen d'Etat s'est clôturée, jeudi 26 juin, sans incidents majeurs à Kinshasa. Un reporter de Radio Okapi a fait ce constat, après une ronde à travers quelques centres de la capitale congolaise. Des finalistes de Kinshasa n'ont pas déchiré leurs chemises, ils n'ont pas pris d'assaut des bistros le dernier jour de l'examen d'Etat contrairement à ce qui se passait d'habitude.

Equateur: 400 réfugiés centrafricains quittent le camp de Mole, malgré eux. Plus de quatre cents réfugiés centrafricains, dont une soixantaine de femmes et plus de 45 enfants, ont quitté à pied depuis mercredi 25 juin le camp Mole situé à 35 Km de Zongo, où ils étaient hébergés par le Haut Commissariat pour les réfugiés (HCR). Ils veulent regagner leur pays d'origine, dénonçant notamment leur mauvaise prise en charge par cette agence des Nations unies; ce que réfute le HCR. Les autorités de Zongo s'opposent à tout retour des réfugiés non programmé par une commission tripartite.

Province Orientale: plusieurs plantations d'hévéa abandonnées à Opala. Une vingtaine de milliers d'hectares de plantations d'hévéa qui produisent du caoutchouc sont envahis par la brousse dans le territoire d'Opala, à environ 260 km au Sud-Ouest de Kisangani (Province Orientale). Cette situation résulte notamment du manque d'investisseurs et aussi des moyens d'évacuation du produit de cette culture, qui constituait l'ossature économique de la région pendant la période coloniale. Les paysans plaident pour la relance de cette culture. La plupart d'exploitants, regroupés en coopératives, ont tenté, sans succès, de relancer leurs activités avec le concours de l'entreprise Lobi Congo. Selon le représentant de la Coopérative des plantations à Senga, Jean-Robert Aisya Topaka, l'implication du gouvernement congolais dans la relance de ces activités est l'une des solutions majeures. De nouveaux investisseurs, notamment des entreprises chinoises intéressées à ce secteur, ont échangé le mois dernier avec les Coopératives des planteurs d'Opala pour une éventuelle relance des activités. (Radio Okapi)

Vendredi 27 juin.

Plainte contre Malumalu: « un coup d'épée dans l'eau », selon la Majorité présidentielle. Au lendemain de l'annonce de plusieurs opposants de traduire le président de la Commission électorale nationale indépendante (Ceni), abbé Apollinaire Malumalu, la Majorité présidentielle estime que cette démarche est «un coup d'épée dans l'eau, qui n'aboutira presque jamais». Pour la famille politique du chef de l'Etat, cette initiative est vouée à l'échec.

Les dirigeants africains invités à ne pas accorder l'asile aux auteurs de crimes commis en RDC. Dans son discours prononcé jeudi 26 mai à l'ouverture du 23e sommet de l'Union africaine à Malabo (Guinée équatoriale), le secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-moon, a demandé aux dirigeants du continent de ne pas permettre aux auteurs présumés des crimes graves d'échapper à la justice. Il a notamment invité les chefs d'Etat et de gouvernement africains à ne pas accorder l'asile aux auteurs des crimes commis en RDC. « Je compte sur tous les signataires de l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour n'accueillir aucune personne accusée de crimes réprimés par le droit international, et ne protéger aucun des individus visés par le régime de sanctions de l'Onu », a déclaré Ban Ki-moon, selon un communiqué du ministère congolais des Affaires étrangères. Au cours de ce sommet de Malabo, les dirigeants africains vont notamment discuter de l'agriculture et de la sécurité alimentaire. La présidente de la Commission de l'UA, Nkosazana Dlamini-Zuma, a souligné la nécessité d'éradiquer la famine et la pauvreté en milieu rural qui, selon elle, suppose de développer des marchés agricoles, d'augmenter la production et la productivité agricole, de commercialiser des produits à valeur, de favoriser l'accès surtout des femmes et des jeunes à la terre et au capital ou encore d'assurer l'efficacité de la recherche. Les chefs d'Etat et de gouvernement africains devraient également examiner un nouveau plan baptisé "AIDS Watch Africa", censé favoriser la lutte contre le VIH/SIDA et accélérer la recherche. C'est le ministre des Affaires étrangères Raymond Tshibanda qui représente la RDC à ce sommet. (Radio Okapi)

Katanga : les victimes de tortures éloignées des instances judiciaires. Les victimes d'actes de torture dans les territoires de Mitwaba, Manono et Pweto, dit le triangle de la mort, au Katanga, éprouvent des difficultés à atteindre les instances judiciaires. A Mitwaba en particulier, ces victimes, souvent des femmes démunies, n'ont pas les moyens de se rendre au tribunal de Kipushi, à plus de 300 kilomètres de leurs résidences. Selon Daniel Tshisungu, responsable du corps de défenseurs judiciaires de Kipushi, cette distance entre la justice et le justiciable pose problème.

Bas-Congo: seuls 10% de véhicules sont assurés. Seulement 10 % de véhicules ont souscrit à l'assurance automobile obligatoire auprès de la Société nationale d'assurance (Sonas) au Bas-Congo. Le directeur provincial de cette entreprise, Charles Malonda, l'a indiqué jeudi 26 juin à l'occasion de la cérémonie officielle du lancement de la campagne de contrôle du certificat d'assurance.

Kisangani: les agents de la sucrerie de Lotokila réclament leurs décomptes finals. Les agents de la sucrerie de Lotokila, située à 81 km de Kisangani (Province Orientale), ont manifesté jeudi 26 juin devant le bureau de l'Assemblée provinciale pour réclamer leurs décomptes finals. La veille, affirment ces agents, ils devraient rencontrer le liquidateur de leur entreprise tombée en faillite depuis près de 20 ans. Les activités de la sucrerie de Lotokila sont à l'arrêt depuis 1993, à la suite du pillage de ses usines et infrastructures. Après ce pillage, le nombre d'agents a été réduit, passant de 3 000 à 300. Les employés de l'entreprise veillent sur les variétés de cannes à sucre. Mais l'entreprise ne produit plus. La sucrerie de Lotokila, fruit de la coopération entre la Chine et la RDC alors Zaïre, était considérée comme la troisième du pays après celles de Kwilu-Ngongo (Bas-Congo) et Kiliba (Sud-Kivu). Créée en 1984, elle dispose d'une plantation de cannes à sucre d'une superficie de 3 000 hectares délaissée depuis de nombreuses années. (Radio Okapi)

Bunia: un médecin légiste réclame l'équipement pour réaliser les tests ADN. Le médecin légiste Tshomba Hondo invite le gouvernement congolais à doter la ville de Bunia en Province Orientale de l'équipement nécessaire pour effectuer des tests ADN. Il a déclaré jeudi 26 juin que cet équipement permettrait aux médecins légistes d'identifier les auteurs de viols dans cette partie du pays. Tshomba Hondo s'exprimait à l'issue d'une formation de trois jours des magistrats et officiers de police judiciaire (OPJ) sur l'expertise médico-légale en matière de viol. Il a indiqué que de nombreux présumés auteurs de viol ne sont pas condamnés faute de preuves médicales qu'apporte le test ADN.

Atterrissage forcé d'un avion d'Air-Tropic à Bukavu. Un avion de marque Beechcraft, King Air 200, appartenant à une compagnie congolaise Air-Tropic, a effectué un atterrissage forcé à l'aéroport de Kavumu à Bukavu (Sud-Kivu) vendredi 27 juin dans la matinée. Selon le commandant de l'aéroport, le pilote a réussi à poser l'aéronef au sol sans sortir les quatre roues restées coincées dans l'engrenage de l'appareil.

Kinshasa: la Ceni accrédite les 50 premiers observateurs électoraux. La Commission électorale nationale indépendante (Ceni) a accrédité cinquante membres de neuf structures de la société comme «observateurs à long terme». L'institution électorale leur a remis des badges, vendredi 27 juin, à Kinshasa en présence des membres de son assemblée plénière. La cérémonie intervient après deux semaines consacrées à l'examen de 1700 dossiers réceptionnés. Le processus d'accréditation se poursuit jusqu'au 10 juillet prochain, selon la Ceni.

Le viol comme punition des Congolais expulsés d'Angola. L'ONG Médecins du Monde (Mdm) a rendu public, mercredi à Kinshasa, son rapport sur les violences à l'égard des immigrants illégaux congolais expulsés d'Angola. Il est basé sur une expérience de deux ans à la frontière entre les deux pays, au Kasai

occidental, et sur 13 304 consultations d'expulsés. Mdm dénonce "une politique migratoire marquée par la violence, utilisée comme mesure de rétorsion sur les migrants congolais" : vol, torture et viols, souvent collectifs. **Des viols collectifs.** Le rapport s'alarme de ce que, malgré un accord de juillet 2013 entre les provinces angolaise de Lunda Norte et congolaise du Kasai occidental, permettant la libre circulation des biens et personnes dans un rayon de 10 km et pour 72h (et 42 dollars), les expulsions se sont poursuivies et les violences sexuelles qui les accompagnent ont même augmenté en moyenne de "131 %". Les deux tiers des victimes de viol examinées par Mdm avaient été violées collectivement. Autant avaient contracté des infections sexuellement transmissibles, dont le sida, tandis que 30 % avaient subi des complications médicales (avortements, plaies, algies, désordres psychologiques). (La Libre Belgique)

Samedi 28 juin.

L'Union africaine veut mettre fin à la famine en Afrique à l'horizon 2025. Les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont exprimé leur volonté de mettre fin à la famine sur le continent africain à l'horizon 2025. Ils l'ont déclaré vendredi 27 juin à Malabo, en Guinée Equatoriale, à la clôture de la 23e Conférence des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine qui avait pour thème «Agriculture et sécurité alimentaire». Cet ordre du jour a cependant été quelque peu éclipsé par la situation sécuritaire qui ne cesse de se dégrader dans plusieurs régions du continent. La rencontre de Malabo tentait de dessiner un nouvel avenir pour l'agriculture africaine. La trentaine de chefs d'Etat africains présents à Malabo a exprimé sa volonté d'éradiquer la famine sur le continent. Dans une déclaration faite vendredi dans la soirée, en présence du Secrétaire général de l'Onu, Ban Ki-Moon, du chef du gouvernement espagnol et de plusieurs témoins de marque, les participants se sont engagés à réussir le pari d'une agriculture moderne et autoentretenue. Les chefs d'Etat et de gouvernement africains ont cependant noté que si le calme est revenu en Egypte et en Guinée-Bissau, plusieurs foyers et d'instabilité demeurent encore sur le continent. Ils ont notamment déploré les attaques répétées de djihadistes ces dernières semaines, dont Aqmi au Mali, Boko Haram et Ansaru au Nigeria et dans le nord du Cameroun, les chebabs au Kenya et en Somalie, ainsi qu'au sud de la Libye. L'Union africaine s'est aussi dite préoccupée par le conflit en Centrafrique, qui s'enfonce dans la violence malgré la présence des forces française et africaine. Les dirigeants d'Afrique centrale ont appelé les différents protagonistes au dialogue. Pour faire face aux multiples cas d'insécurité sur le continent, les chefs d'Etat africains ont également débattu de la Force africaine en attente, sa mise en place, sa capacité de déploiement ainsi que sa réaction rapide aux crises. (Radio Okapi)

L'Onu appelle à mettre fin aux violations des droits de l'homme avant le retrait de la Monusco. Le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des droits de l'homme, Ivan Simonovic, a dénoncé les violations des droits de l'homme dans l'Est de la RDC. Depuis Bujumbura (Burundi) où il était en séjour, le diplomate onusien a invité le gouvernement de Kinshasa à conjuguer ses efforts avec ceux de l'Onu pour mettre fin à cette situation dramatique, avant le retrait envisagé de la Mission de l'ONU de la RDC. Selon Yvan Simonovic, les cas de violation des droits de l'homme ont pris une allure inquiétante dans l'Est de la RDC depuis deux ans. Pour Simonovic, une synergie d'efforts doit être consentie pour le respect des droits de l'homme, vu que le Conseil de sécurité des Nations unies compte mettre fin au mandat de la Monusco. «La question serait de savoir, qu'est ce qui pourra être fait pour que la réponse robuste à apporter puisse porter effet avant le retrait des Nations unies parce que le succès ou l'échec pourrait avoir une répercussion», a-t-il expliqué. Pour le secrétaire général adjoint de l'ONU chargé des droits de l'homme, l'instabilité dans l'Est de la RDC aura forcément des répercussions sur les pays limitrophes. (Radio Okapi)

Sud-Kivu : les défenseurs des droits de l'homme invités à se soucier de leur sécurité. Le Bureau conjoint des Nations unies aux droits de l'homme (BCNUDH) invite les défenseurs des droits de l'homme à se soucier de leur propre sécurité autant qu'ils défendent la cause des victimes de violations des droits de l'homme. Au cours d'une réunion jeudi 26 juin avec une dizaine de membres du réseau de protection d'Uvira, dans le Sud-Kivu, l'officier en charge de la protection au BCNUDH/Bukavu, Nicole Ngoy, les a sensibilisés sur le monitoring des droits économiques et socioculturels, l'éthique et la déontologie des Droits de l'homme ainsi que sur la gestion de sa propre sécurité.

RDC : une société de support aérien pour améliorer la sécurité aérienne. La RDC a sollicité les services d'Aéro State Service, une société de support aérien chargée, entre autres, de mettre en place un système de contrôle d'opération aérienne adéquat ainsi que d'un système d'indication météorologique fiable. L'objectif est d'améliorer la qualité de la sécurité aérienne en RDC. Les activités de cette société ont été lancées vendredi 27 juin à Kinshasa.

Bunia : 40 prisonniers décédés en un an suite à des mauvaises conditions de détention. Quarante détenus ont trouvé la mort de 2013 à 2014 dans la prison centrale de Bunia, en Ituri (Province Orientale), victimes de mauvaises conditions de détention. Selon Me Nicolas Lodjiringa de l'ONG Pax Dei, cette maison carcérale prévue pour 220 détenus en accueille plus d'un millier. Au cours d'une conférence de presse tenue vendredi 27 juin à Bunia, il a invité le gouvernement à prendre ses responsabilités pour désengorger cette prison.

Nord-Kivu: retour au calme après les tensions entre policiers et habitants de Kamandi. Le calme est revenu samedi 28 juin à Kamandi, dans le territoire de Lubero (Nord-Kivu) après deux jours de tension entre la police et la population locale. Selon des sources locales, une fusillade provoquée par un policier deux jours plus tôt avait fait un mort et un blessé parmi les civils. En représailles, la population a incendié le bureau de la police de Kamandi. Les responsables de la police dans la région indiquent que des enquêtes sont en cours.

Nord-Kivu : la DGM accorde 15 jours aux étrangers en situation irrégulière. Les étrangers exerçant des activités commerciales à Goma, dans le Nord-Kivu, ont jusqu'au 15 juillet 2014 pour s'acquitter du Permis de séjour. La direction générale des migrations (DGM) a annoncé ce délai vendredi 27 juin pour permettre aux intéressés de se mettre en règle vis-à-vis de l'Etat congolais. Selon le responsable de ce service à Goma, les étrangers concernés par cette mesure sont, entre autres, les maçons, les médecins, les employés de maison, les commerçants ambulants et autres étudiants qui viennent exercer leurs activités au Congo.

Fête de l'indépendance: grande mobilisation à Lubumbashi et Bukavu. A deux jours de la célébration du 54^e anniversaire de l'accession de la RDC à l'indépendance, le 30 juin, l'heure est aux préparatifs à Lubumbashi (Katanga) et à Bukavu (Sud-Kivu), à l'instar d'autres grandes villes congolaises. Les Forces armées de la RDC (FARDC) et la police nationale congolaise (PNC) se préparent à participer aux grands défilés prévus dans ces deux capitales provinciales.

Kasaï-Oriental: un nouveau modèle de brasero pour réduire la consommation de braise. La division provinciale du genre, famille et enfant du Kasaï-Oriental sensibilise les habitants de cette province à l'utilisation des braseros à foyer amélioré qui consomme moins de braises que les braseros ordinaires. Les sensibilisateurs se sont entretenus, vendredi 27 juin, avec les habitants des quartiers de la commune de Dibindi à Mbuji-Mayi au sujet de l'importance de l'usage de ce modèle de brasero.

Sud-Kivu: 4 000 personnes quittent Bwegera après le meurtre d'une femme. Environ quatre mille habitants de Bwegera au Sud-Kivu ont fui leur localité depuis le vendredi 27 juin après le meurtre d'une femme par des hommes armés. Selon des sources locales, ces personnes se dirigent vers Luvungi, à 6 kilomètres de leur localité. Le commandant de l'armée à Bwegera confirme ce déplacement des populations.

RDC: vers une informatisation du manifeste de cargaison. La Conférence des Nations unies pour le commerce et le développement (CNUCED) a annoncé vendredi 27 juin à Kinshasa l'informatisation du manifeste de cargaison. Les entreprises aériennes vont désormais transmettre à l'administration douanière les informations sur les marchandises qu'elles transportent par mail. Ces informations sont contenues dans le manifeste de cargaison, un document qui détaille notamment le contenu de la marchandise, son lieu de chargement, de déchargement et sa quantité. Jusqu'à présent ce manifeste était fait manuellement, occasionnant des erreurs et des retards dans les opérations de dédouanement. Selon les experts douaniers, la transmission du manifeste de cargaison par mail permettrait un gain de temps, une meilleure organisation, une meilleure tarification et contribuer à la lutte contre la fraude. (Radio Okapi)

Dimanche 29 juin.

Ituri: 300 militaires et policiers préparent le défilé du 30 juin à Bunia. Plus de trois cents militaires et policiers de Bunia, chef-lieu de l'Ituri (Province Orientale), préparent depuis 24 heures le défilé du 54^e anniversaire l'indépendance de la RDC, prévu lundi 30 juin. Ces policiers et militaires ont débuté leurs exercices de préparation à 9 heures devant la tribune, érigée pour cette fête au quartier Lumumba. Toutes les unités de l'armée et de la police étaient représentées.

Likasi: une quarantaine de policiers réclament leurs primes de deux ans. Une quarantaine de policiers réclament le paiement de leurs arriérés de primes de deux ans à Likasi, à 120 km au Nord de Lubumbashi (Katanga). L'un d'eux a dénoncé cette situation, samedi 28 juin, au cours de la cérémonie de distribution de tenues aux policiers congolais dans cette partie du Katanga.

Sud-Kivu: plus de 15 000 retournés sollicitent l'assistance du gouvernement à Minova. Plus de 15 000 personnes retournées dans les localités de Numbi, Fungamwaka, Chamlonge et Kakenge sollicitent l'assistance du gouvernement de la République. Elles demandent au ministère des Affaires sociales de leur remettre des tôles, clous et autres objets afin de reconstruire leurs habitations, détruites par les hommes armés.

Kasaï-Oriental: élection du nouveau vice-président de l'Assemblée provinciale. Le nouveau vice-président de l'Assemblée provinciale du Kasaï-Oriental, Edouard Mulumba, a été élu, samedi 28 juin, à l'issue d'un vote au siège de cette institution, à Mbuji-Mayi, chef-lieu de la province. Il a été crédité de 32 voix sur les 59 votants. Avec cette élection, Edouard Mulumba vient ainsi combler le vide créé après la destitution de Charles Mpongo, reproché notamment de détournement des frais de fonctionnement de

l'hôpital général de Lodja, évalué à 32 610. Prospère Bukasa, élu de Luilu, a obtenu 23 voix et Grégoire Ndjondjo de Lodja, 4 voix.

30 juin: la fête de l'indépendance dédiée à l'armée et à la police. La République démocratique du Congo (RDC) commémore le 54e anniversaire de son accession à l'indépendance le 30 juin. Plusieurs manifestations sont prévues à travers le pays, notamment des conférences débats, des expositions et une série de parades avec l'armée et la police. Pour le porte-parole du gouvernement Lambert Mende, c'est une occasion de rendre hommage aux militaires et policiers.

Kalemie : une association musulmane remet des vivres aux prisonniers. L'association caritative musulmane Kuwallah Asalpi a remis, dimanche 29 juin des vivres aux pensionnaires de la prison centrale de Kalemie. Ce don distribué à l'occasion du début de ramadan est essentiellement constitué de la farine, des bidons d'huile de palme, haricots, savons, du sel et quelques habits.

Joseph Kabila place la fête de l'indépendance sous le signe d'un hommage « vibrant » aux Fardc. Le président de la République, Joseph Kabila, place la fête de l'indépendance sous le signe d'un hommage « vibrant » que le pays doit aux Forces armées de la République démocratique du Congo (FARDC). Dans son discours prononcé dimanche 29 juin, à la veille de la célébration du 54e anniversaire de l'accession du pays à la souveraineté nationale et internationale, il a indiqué que cette fête est aussi une interpellation des générations présentes et à venir « car elle rappelle à chacun de nous l'obligation de garder notre pays libre et uni ».

Kisangani: nouveau moratoire pour le contrôle technique des véhicules. Le gouvernement de la Province Orientale a accordé un nouveau moratoire de deux semaines, soit du 1^{er} au 15 juillet prochain, pour le contrôle technique des véhicules. Il exige également aux automobilistes de payer des vignettes. Le ministre provincial en charge de la Mobilité et Voies de communication a indiqué que cette mesure entend renforcer la sensibilisation afin de persuader les concernés au respect de cette nouvelle culture visant la sécurisation routière.

Lundi 30 juin.

30 juin : la société civile du Nord-Kivu fête dans la méditation. La société civile du Nord-Kivu a décidé de commémorer le 54^e anniversaire de l'indépendance de la RDC dans la méditation. Le président de cette structure, Thomas d'Aquin Muhiti, l'a annoncé, dimanche 29 juin, au cours d'une déclaration aux médias et il justifie cette position par le fait que la situation sécuritaire et humanitaire reste précaire au Nord-Kivu.

Martin Kobler: «Le peuple congolais peut être fier de son indépendance et de sa souveraineté». Le patron de la Monusco, Martin Kobler, estime que «le peuple congolais peut être fier de son indépendance et de sa souveraineté». Il a livré son impression, dimanche 29 juin, dans un message adressé à la population congolaise, dans le cadre du 54^e anniversaire de l'indépendance de la RDC. Une fierté, selon Martin Kobler, pour le chemin parcouru par la force de la poussée démocratique. Le représentant spécial du secrétaire général de l'Onu en RDC se dit très ému de voir les Congolaises et Congolais transformer en actes un extrait de leur hymne national: «par le labeur, nous bâtissons un pays plus beau qu'avant, dans la paix». A l'occasion, Martin Kobler a paraphrasé le premier Premier ministre de la RDC alors Congo, Patrice-Emery Lumumba qui, dans sa dernière lettre à sa femme, avait demandé aux Congolais «d'accomplir la tâche sacrée de la reconstruction de leur indépendance et de leur souveraineté». Il s'est dit par ailleurs impressionné par le courage, la résilience et la sagesse qui, jour après jour, construisent un pays plus prospère et plus paisible. Kobler a en outre invité les Congolais à être fier de leur pays et de ce qu'ils font pour son avancement. (Radio Okapi)

RDC: la majorité et l'opposition partagées sur le bilan des 54 ans d'indépendance. La majorité présidentielle et l'opposition ne partagent pas les mêmes avis sur le bilan des 54 ans d'indépendance de la RDC. La famille politique du chef de l'Etat estime que le pays est globalement sur la bonne voie malgré des difficultés dans son parcours. Le porte-parole de la Majorité présidentielle, Luzanga Shamandevu, l'a affirmé dimanche 29 juin dans un entretien accordé à Radio Okapi : «La stabilité que nous avons dans les domaines économiques et politiques sont des raisons de croire que demain, ça ira bien. Si aujourd'hui ça va, nous devons fournir des efforts pour que ça aillent mieux dans l'avenir. Les signaux sont au vert. Les villes vont bientôt se relier les unes aux autres par le travail qui se fait par la détermination du gouvernement. Nous allons certainement améliorer le budget pour que le social revienne au premier plan pour nos populations». Une analyse que ne partage pas du tout l'opposition qui, même si elle souhaite un avenir radieux à la RDC, parle de mauvaise gouvernance et d'une certaine dépendance du pays face à la communauté internationale. «54 ans après, la RDC dépend grandement de la communauté internationale. Où est passée cette indépendance. Si vous demandez aux Congolais qui étaient actifs en 1960, ils vous diront qu'ils vivaient mieux que maintenant», a indiqué le député national Clément Kanku Bukasa wa Tshibuabua. Pour ce député

élu du territoire de Dibaya (Kasaï-Occidental), la situation de la RDC a régressé sur tous les plans, même s'il ne précise pas les secteurs auxquels il fait allusion. (Radio Okapi)

Fête de l'indépendance: des milliers de militaires et policiers ont défilé à Kinshasa. Des milliers de militaires et policiers ont défilé lundi 30 juin sur le boulevard Triomphal, à Kinshasa, dans le cadre du 54^e anniversaire de l'indépendance de la RDC, en présence de nombreuses personnalités du pays dont le chef de l'Etat, Joseph Kabila. Ces hommes et femmes en uniforme appartiennent à différentes unités des Forces armées de la RDC (FARDC), à savoir l'Etat-major général, les forces terrestres, aériennes et navales, la garde présidentielle ainsi que l'Académie militaire de Kananga.

54 ans d'indépendance de la RDC : appel au travail à Mbandaka, à la vigilance à Goma. En marge de la célébration des 54 ans d'indépendance de la RDC, seules l'armée et la police ont défilés à Kinshasa, la capitale. Selon Kimbembe Mazunga, conseillers du chef de l'Etat Joseph Kabila, ce dernier a tenu à honorer les hommes en uniforme pour leur victoire contre les forces négatives. A Mbandaka, le vice gouverneur de l'Equateur a appelé ses concitoyens au travail en vue du développement. Quant au gouverneur du Nord-Kivu, Julien Paluku, il a harangué ses compatriotes, à Goma, à la vigilance face aux nouvelles menaces contre la paix dans cette région du pays.

Les députés de Beni s'opposent à un éventuel cantonnement des FDLR dans ce territoire. Les députés nationaux élus de Beni s'opposent au cantonnement des rebelles rwandais des FDLR dans ce territoire du Nord-Kivu. Selon le député Grégoire Kiro, la présence de ces rebelles risque de mettre à mal le processus de pacification de Beni, déjà en proie à l'activisme de groupes armés. Dans une déclaration faite dimanche 29 juin à Kinshasa, ces députés promettent de s'opposer par tous les moyens pacifiques à toute tentative de cantonnement de ces miliciens aux alentours de Beni.

Province Orientale : deux morts dans un accident et les violences qui ont suivi. Un taximan moto a été tué dans une collision entre son véhicule et un camion de marchandises lundi 30 juin à Buta, à 324 km de Kisangani, en Province Orientale. En colère, la population a saccagé le camion de marchandise. La police est intervenue en tirant des coups de feu. Un jeune homme a alors été tué, atteint par une balle perdue. Selon des témoins, l'incident est survenu aux environs de 15 heures, une heure après le défilé du 30 juin dans cette cité.

Ituri : la Sokimo ne sait comment faire fonctionner une école reçue d'AGK. La société minière Ashanti Goldfields Kilo (AGK) a remis samedi 28 juin une école neuve à son partenaire la Société minière de Kilomoto (Sokimo). Le bâtiment construit dans la cité minière de Mungwalu, à 80 Km au nord de Bunia, devrait accueillir au moins 2 700 élèves. Cependant, la société civile ainsi que les autorités locales déplorent le manque de mobiliers dans les classes ainsi que la difficulté de prise en charge des enseignants.